



Afrique	Guinée Que cherche Edem Kodjo en Guinée ?	2010.06.25
Afrique	La Chine reste un modèle de développement pour l'Afrique (Interview)	2010.06.23
Afrique	GHANA Zhou Yongkang appelle à des échanges plus étroits avec les partis du Ghana	2010.06.25
Afrique	Le Ghana apprécie ses relations avec la Chine (président)	2010.06.25
Afrique	Justice transitionnelle Le Togo se félicite de l'expérience marocaine	2010.06.25
Afrique	Mondialisation un ancien chef de la diplomatie française parle de l'Afrique et mondialisation	2010.06.25
Afrique	UEMOA Togo Une nécessaire maîtrise du droit communautaire au sein de L'UEMOA	2010.06.26
Afrique	Togo KUFUOR et RAWLINGS applaudissent l'ouverture politique au Togo	2010.06.26
Asie	KIRGHIZISTAN Un référendum constitutionnel sous haute tension	2010.06.25
Coopération	Dossier Afrique-Europe : veto français à l'Union européenne (UE) contre toute démocratisation des institutions togolaises. 1ere et 2e parties	2010.06.24
Coopération	Togo 16,2 millions de dollars du FMI	2010.06.26
Economie	G20 Etat des lieux des 20 premières économies de la planète	2010.06.24
Gouvernance	Andjo TCHAMDJA Si l'histoire de « Zeng Gong » m'était racontée	2010.06.20
Gouvernance	Andjo TCHAMDJA pille, Faure bénit!	2010.06.20
Politique	Le procès était réglé...	2010.06.26
Politique	TOGO Dissolution d'un parti d'opposition	2010.06.26
Politique	« C'est quand qu'on prend le pouvoir ? »	2010.06.26
Politique	Aimé GOGUE : « On ne peut pas gérer un pays sur des bases de discours démagogiques »	2010.06.26
Politique	Crise pour crise et des acteurs malgré eux : Faure, Gilchrist, Agbeyome, Koffi ou les quatre mousquetaires d'un Togo en pleine mutation politique	2010.06.25
Politique	BOKO Togo	2010.06.26
Politique	Le ministre BODJONA pris en flagrant délit de forfaiture	2010.06.24
Politique	KODJO, fossoyeur du Togo ?	2010.06.26
Politique	Togo Kpatcha Gnassingbé très souffrant Deux médecins des FAT à ses chevets	2010.06.26
Politique	Il faut sauver le soldat Kpatcha Gnassingbé	2010.06.25
Politique	BOKO Togo	2010.06.26
Social	Soulèvement populaire Togo les syndicats annoncent des jours plus sombres	2010.06.25
Social	Gestion mouvements sociaux Le Togo mis en danger par l'arrogance obstination du pouvoir	2010.06.26
Social	Santé Togo signature d'un nouvel accord entre le personnel hospitalier et le gouvernement	2010.06.26
Vie Chère	Hausse de prix Plateforme de l'intersyndicale de travailleurs du Togo et de l'ATC	2010.06.25



Afrique Guinée Que cherche Edem KODJO en Guinée ?



Vendredi, 25 Juin 2010 10:03

C'est le drame de l'Afrique. Et qu'avons-nous fait pour mériter que des hommes sans aucune moralité en viennent à être ceux-là même par qui le destin des africains doit passer. Après une ballade à Antananarivo pour selon le patron de la Francophonie Abdou Diouf régler le problème malgache, le voici sous un autre ciel : la Guinée de Sékou Touré.

Et comme aussi les africains se reconnaissent dans le mal, Jean Ping a envoyé à la Guinée celui qui a éteint le rêve des togolais. Edem Kodjo dans sa grande suffisance à la primature guinéenne, et en "bon" chef de la délégation de l'Union Africaine déclare : « Nous sommes une cinquantaine d'observateurs venus pour le scrutin prochain, nous irons partout sur le territoire guinéen pour observer les élections non pas comme des censeurs mais en tant que frères ». Si le « partout » ne serait pas entre les deux hôtels de la capitale Conakry. On prend les fils qui ont saigné l'Afrique et on leur dit de faire grandir le vieux continent.

Edem Kodjo, fils du Togo devrait faire notre admiration. Mais quand on a passé sa vie à tirer à boulets rouges sur son propre pays, cela ne fait plus « grand citoyen ». Au chef de gouvernement Jean Marie Doré que Edem Kodjo dit être un « viel ami », il lance : « Vous faites un travail formidable malgré les difficultés en cette période délicate que traverse votre Pays mais l'histoire vous le revaudra ».

Puis il prépare les mots qu'il dira selon que la France le veuille au profit du candidat de Sarkozy. Comme ils savent préparer l'opinion, il glisse déjà ce qu'il dira au soir des élections du 27 juin 2010 : « Rien n'est parfait, nous sommes à la disposition de la Guinée et rien ne doit vous décourager pour aller sur le chemin de la démocratie et de l'Etat de droit ». Quand on sait que celui qui égrène ces mots a passé 40 ans dans la vie politique de son pays sans avoir rien donné de positif !

Camus Ali Lynx.info

Chine-Nouvelle.com Afrique La Chine reste un modèle de développement pour l'Afrique (Interview)

La Chine reste pour le moment l'unique modèle de [développement](#) à suivre pour l'[Afrique](#) en général et pour la République démocratique du Congo (RDC) en particulier, tant en ce qui concerne l'organisation que le sens élevé du travail bien fait, a déclaré mercredi Mangenda Tshibangu, rédacteur en chef au quotidien congolais "Le Potentiel", lors d'une interview avec l'Agence Xinhua (Chine nouvelle) pendant la journée de la RDC à l'Exposition universelle de Shanghai.

LE 23.06.2010 À 22:38 | © 2010 CHINE NOUVELLE

M. Tshibangu a fait partie de la délégation de 24 journalistes africains invités, du 26 avril au 5 mai, à l'ouverture de l'Exposition universelle 2010 de Shanghai en Chine. Le journaliste a tenu d'abord à remercier le gouvernement chinois, particulièrement le département de l'Information du ministère chinois des Affaires étrangères, ainsi que l'ambassadeur de Chine en RDC, pour lui avoir donné l'occasion, non seulement d'assister à l'ouverture de l'Exposition universelle de Shanghai, "un grand événement mondial" selon lui, mais aussi de vivre le travail de construction de la Chine à travers différents contacts et visites.

Il s'est dit très impressionné par l'accueil combien chaleureux qui a été réservé à leur délégation, mais surtout l'organisation impeccable de l'Expo 2010 de Shanghai sur les deux rives de la rivière Huangpu et dont la cérémonie d'ouverture le 30 avril a été riche en couleurs avec la présence de plus d'une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement et à laquelle prennent part 243 pays et organisations internationales de quatre coins du monde sous le thème "Meilleure ville, meilleure vie". "La visite du stand de la Chine permet de voir que ce pays construit le présent pour l'avenir, mais avec des références au passé bien concervé que tout Chinois devra connaître pour cette civilisation de plusieurs milliers d'années", a-t-il notamment déclaré.

Les contacts avec les ministères chinois des Affaires étrangères et du Commerce, a-t-il poursuivi, ont permis aux journalistes africains de mesurer le niveau de coopération entre la Chine et le continent africain. Rien que pour le seul exercice 2010, le niveau du commerce entre la Chine et le continent noir est évalué à plus de 91 milliards de dollars américains, de loin supérieur au volume de commerce que les pays africains entretiennent avec les pays occidentaux notamment, a-t-il souligné. Bien plus, a-t-il ajouté, "non seulement la Chine autorise l'entrée sur son territoire de plus de 4.000 produits africains sans taxes douanières, mais aussi encouragent les entreprises chinoises à investir massivement en [Afrique](#), contrairement à certains pays occidentaux qui s'en sont désengagés, allant jusqu'à fermer ou à délocaliser leurs entreprises de l'[Afrique](#)".

Les visites des quelques entreprises comme Huawei à Shanghai, spécialiste dans la fabrication d'équipements de communication et de l'énergie solaire, devait-il ajouter, ont aussi permis de comprendre que l'[Afrique](#) à beaucoup à gagner en renforçant son partenariat avec l'empire du milieu. C'est dans ce contexte qu'il a également placé la visite de Jiangsu Hengshun Group Co. Ltd, le Musée de Zhenjiang et du Bureau de Prospection géologique des Métaux non-ferreux de du Jiangsu à Najing, ce dernier étant capable, non seulement de faire de prospection de divers minerais dont regorge l'[Afrique](#), mais aussi d'aider à leur exploitation à des coûts déifiant des concurrences d'outre-mer.

Le journaliste du Potentiel s'est dit convaincu que le [développement](#) de la Chine déplace le pôle de [développement](#) de l'Europe vers l'Asie et que l'[Afrique](#) en général et la RDC en particulier feront un bon choix en renforçant leur coopération avec la République populaire de Chine, a-t-il conclu.

Chine-Nouvelle.com Afrique GHANA Zhou Yongkang appelle à des échanges plus étroits avec les partis du Ghana

LE 25.06.2010 À 13:57 | © 2010 CHINE NOUVELLE

Zhou Yongkang, membre du Comité permanent du Bureau politique du Comité central du [Parti communiste chinois \(PCC\)](#), a rencontré vendredi une délégation de l'Assemblée démocratique nationale (ADN) du [Ghana](#), appelant à des échanges plus étroits entre les partis des deux pays.

Le [Ghana](#) est l'un des premiers pays africains à avoir établi des relations diplomatiques avec la Chine, et c'est également le premier pays que l'ancien Premier ministre chinois Zhou Enlai a visité lors de sa première tournée en Afrique en 1964, a indiqué Zhou Yongkang.

Les deux pays célébreront le mois prochain le 50e anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques, a-t-il annoncé, avant d'ajouter qu'ils se sont soutenus l'un l'autre et ont mené une coopération économique fructueuse au cours de toutes ces années.

Le PCC souhaite renforcer les échanges avec l'ADN pour promouvoir davantage les relations bilatérales, a-t-il poursuivi.

Kwabena Adjei, président national de l'ADN et chef de la délégation, a indiqué qu'il se réjouissait de sa tournée actuelle en Chine, et que son pays était fier du développement de la Chine, qui offre un bon exemple pour les pays en développement comme le [Ghana](#).

L'ADN souhaite apprendre de la gestion et de la construction du PCC, a indiqué Kwabena Adjei, en appelant à une coopération bilatérale plus étroite dans les domaines tels que le développement des ressources humaines, les technologies de l'information et l'énergie.

Chine-Nouvelle.com Afrique Le Ghana apprécie ses relations avec la Chine (président)

LE 24.06.2010 À 20:40 | © 2010 CHINE NOUVELLE

Le président ghanéen John Evans Atta Mills a déclaré jeudi à Accra que son pays appréciait ses relations avec la Chine.

Lors de sa rencontre avec l'ambassadeur sortant chinois au [Ghana](#), Yu Wenzhe, le président Mills a dit que de plus en plus de Chinois sont venus au [Ghana](#) et que la coopération entre les deux pays s'est renforcée davantage. Il a salué hautement l'aide de la Chine au [Ghana](#) et a émis l'espoir que la Chine continuera à le faire.

"Avec ce genre d'aide et de coopération, d'ici quelques années, nous serons capables de montrer au monde entier ce que nous serons en mesure de faire de cette coopération", a affirmé le président Mills. "Ce n'est plus un monde unipolaire et la Chine est devenu un géant. Nous sommes fiers de nos relations", a-t-il ajouté.

Le diplomate chinois a dit de son côté que la confiance et la coopération économique ont été renforcées entre les deux pays durant son mandat, espérant que les relations bilatérales pourraient se renforcer davantage dans l'avenir.

LE MATIN.ma Afrique Justice transitionnelle Le Togo se félicite de l'expérience marocaine



CCDH Maroc

Publié le : 25.06.2010 | 11h42 - *Le président de la Commission de vérité et de réconciliation togolaise, Nicodème Anani Barrigah-Bénissan, s'est félicité, jeudi à Rabat, de l'expérience marocaine en matière de justice transitionnelle, la qualifiant d'«expérience réussie» qui a fait ses preuves.*

Dans une déclaration à la MAP à l'issue d'une rencontre avec le président du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), Ahmed Herzenni, dans le cadre d'une visite de travail au CCDH, Barrigah-Bénissan, a indiqué que l'expérience marocaine va éclairer la Commission de vérité et de réconciliation togolaise dans l'accomplissement de ses missions. Cette visite de travail, a-t-il indiqué, s'inscrit dans le cadre des activités programmées par la Commission de Vérité et de Réconciliation togolaise, précisant que le CCDH a organisé des journées d'études «assez intenses» pour partager l'expérience marocaine avec le Togo.

Pour sa part, M. Herzenni, a confirmé, dans une déclaration à la presse, que les membres de la délégation togolaise ont salué l'expérience marocaine dans le domaine de la justice transitionnelle, ajoutant qu'ils sont convaincus du «caractère référentiel» de l'expérience marocaine dans ce domaine. Le CCDH, a-t-il précisé, a mis à leur disposition tous les éléments nécessaires en vue de mieux s'enquérir, de «manière transparente», des différents volets de cette expérience, et ce à travers l'organisation d'une série de rencontres avec les membres du CCDH et d'anciens membres de l'Instance Équité et Réconciliation (IER).

Il a relevé, à cet égard, qu'à la lumière de l'expérience marocaine qui «ne pourrait être transposée telle qu'elle», les Togolais sont à même de concevoir eux-mêmes une formule conforme à leurs spécificités. Lors de cette visite de quatre jours, les membres de la Commission de Vérité et de Réconciliation togolaise ont eu des entretiens, avec les anciens membres de l'IER et membre du CCDH, qui ont porté sur différentes volets notamment, le «Recueil des dépositions», «Traitement des données et gestion des archives», «Réparation individuelle et communautaire», «Auditions publiques et thématiques», «Relations avec les acteurs et stratégie de communication» et «Suivi des recommandations».

Il est à rappeler que la commission de Vérité et Réconciliation togolaise a été installée le 29 mai 2009 après sa création par décret présidentiel. La commission dont le mandat porte sur la période entre 1958 à 2005, a pour missions d'établir un rapport circonstancié sur la nature, l'étendue et les causes des actes de violence à caractère politique commis durant le passé du Togo et reconstituer le contexte dans lequel ces violences se sont produites. Ses missions consistent également à identifier, suite à des enquêtes et des investigations, les auteurs, les institutions, les organisations et autres responsables de ces violences et violations des droits de l'Homme, de proposer au gouvernement des mesures à prendre pour les réparations, ainsi que les diverses formes de réparation des préjudices subis par les victimes. Cette Commission dispose d'un délai de dix-huit mois, prorogé de six mois, pour accomplir ses missions

Par MAP



Afrique Mondialisation un ancien chef de la diplomatie française parle de l'Afrique et mondialisation

samedi 26 juin 2010 - Le concept d'une « mondialisation win- win » est faux et n'a été qu'une présentation idyllique faite à l'endroit des pays, a indiqué vendredi Hubert Védrine, ancien ministre français des Affaires étrangères et expert international en géopolitique et géostratégie, lors d'une conférence internationale au Palais des Congrès de Lomé.

Présentant les « Atouts et handicaps de l'Afrique dans la mondialisation », M. Védrine a fait noter que la mondialisation est aussi un rapport de force et qu'elle pose de problème à tout le monde.

Cet ancien chef de la diplomatie et officiel de haut rang français a souligné que des pays occidentaux ont été des puissances mondialisatrices depuis 1850 et que ce n'est pas la première fois qu'ils tentent d'imposer leur vision au monde.

Selon cet expert international français, tous les pays ont une politique africaine mais le continent ne pourra en tirer profit qu'en faisant une analyse précise de la stratégie de chacun des partenaires et en développant des capacités de négociation.

Des pays africains sont sollicités à cause de leur position dans une « compétition multipolaire » en termes de matières premières, économie, énergie et stratégie, a dit M. Védrine, soulignant qu'à l'étape actuelle, la mondialisation est « remplie d'opportunités » dont les pays africains doivent bénéficier.

Il a relevé que la Chine, qui se développe à une certaine vitesse et doit sécuriser pendant les 20, 30 et 40 années à venir son développement, a une politique africaine. « Tous le monde en parle parce que c'est la plus visible, mais la Chine n'est pas seule », a fait remarquer l'experts international français en géopolitique et géostratégie.

« Il y a l'Inde, le Brésil, etc. qui commencent à se développer avec des visions pour l'Afrique par rapport à ce qu'ils peuvent importer ou exporter », a-t-il précisé, faisant état également des Emirats.

Pour M. Védrine, certains pays « voient mieux » la Chine, qui pose des conditions économiques et non politique, par rapport à l'Europe.

Hubert Védrine est arrivé au Togo à l'invitation de l'école des Hautes études commerciales (HEC) de Paris, dans le cadre de la conférence inscrite dans le programme ATENS, « Avançons tous ensemble », du gouvernement togolais pour le renforcement des capacités managériales des agents de l'Administration.
(Xinhua)



Afrique UEMOA Togo Une nécessaire maîtrise du droit communautaire au sein de L'UEMOA

samedi 26 juin 2010 - La maîtrise du droit communautaire et de ses procédures devant la Cour de Justice s'impose au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) de huit pays, a indiqué jeudi le ministre togolais de la Justice Kokou Tozoun à l'ouverture d'un séminaire national sur « le recours préjudiciel et le rôle des juridictions en matière de droit de la concurrence UEMOA ».

Selon M Tozoun, cette nécessité est dictée par l'interpénétration croissante des économies des Etats membres de l'Union, de la libre circulation des personnes et des biens et aussi de la liberté d'établissement aux ressortissants de ce regroupement communautaire.

« Le Togo soutiendra toute initiative allant dans le sens d'une meilleure intégration de nos pays et de l'édification d'une meilleure intégration de nos pays et de l'édification d'un Etat de droit dans notre espace communautaire », a annoncé le ministre togolais de la Justice.

La rencontre a regroupé des magistrats de la Cour d'appel, de la Cour suprême et des tribunaux et aussi des avocats en droit communautaire de L'UEMOA. Elle forme les participants en matière de droit de la concurrence, sa mise en œuvre devant les instances nationales et la cour communautaire.

Elle débat également du mécanisme du recours préjudiciel qui constitue le lien entre les juridiction des Etats membres et la Cour de justice de L'UEMOA.

La Cour de justice de L'UEMOA est un organe de contrôle juridictionnel qui veille au respect du droit dans le traitement de contentieux communautaires. L'UEMOA regroupe le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal, la Guinée- Bissau et le Togo. **(Xinhua)**



Afrique Togo KUFUOR et RAWLINGS applaudissent l'ouverture politique au Togo

Deux anciens présidents de la République du Ghana, John Kufuor et John Rawlings, en visite successive au Togo, se sont félicités de la nouvelle donne dans ce pays avec la formation d'un gouvernement de large ouverture politique, a appris vendredi l'agence Xinhua du quotidien national Togo-Presse.

En visite dans la capitale togolaise jeudi, l'ancien président ghanéen John Jerry Rawlings s'est entretenu avec le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé. Il a indiqué avoir eu des discussions fructueuses avec Faure Gnassingbé réélu à la suite de l'élection présidentielle du 4 mars dernier pour un nouveau quinquennat.

« Nous avons eu des discussions concernant le processus démocratique au Togo, notamment la dernière élection présidentielle marquée par l'apaisement indispensable au développement du pays », a-t-il dit, selon Togo Presse.

« Je dois avouer que je reparts d'ici très satisfait de l'évolution politique dans ce pays », a précisé M. Rawlings qui avait eu, en son temps, des rapports tendus avec le Togo dirigé à l'époque par Gnassingbé Eyadéma, père de Faure, décédé le 5 mars 2005.

Pour son second mandat, Faure Gnassingbé a décidé une ouverture qui a abouti à l'entrée au gouvernement de l'Union des forces de changement (l'UFC), principal parti de l'opposition au Togo, dirigé par Gilchrist Olympio, qui a toujours combattu le régime de Gnassingbé Eyadéma. « Nous apprécions cela positivement et je crois que les actes qui seront posés me conforteront davantage dans ce sentiment, convaincu que le Togo va connaître bientôt une ère prospère », a dit Rawlings par rapport à l'entrée de l'UFC au gouvernement.

Douze jours auparavant, le 12 juin, John Kufuor, qui a succédé à Rawlings au pouvoir, a été reçu en audience par Faure Gnassingbé à Kara, 440 km dans la nord du pays. Il a dit de la formation du nouveau gouvernement était « un signe éloquent de réconciliation et un engagement du Togo sur la voie de développement qui doit donner de l'espoir à tous les citoyens du pays ».

« Nous devons soutenir le gouvernement pour qu'il rende le Togo paisible, car sans la paix on ne peut espérer un développement socio-économique du pays », avait-il indiqué.

Ces différentes appréciations ouvertes interviennent pendant que Jean-Pierre Fabre, secrétaire général et candidat de l'UFC à la présidentielle du 4 mars, conteste la réélection de Faure Gnassingbé et multiplie des manifestations dans ce sens depuis mars. Faure Gnassingbé a été donné réélu avec 60,88% des suffrages contre 33,94% pour Fabre qui conteste les résultats avec le soutien d'un collectif de cinq parti, le Front républicain pour l'alternance et le changement (FRAC).

Pendant ce temps, le leader Gilchrist Olympio signe un accord avec le parti au pouvoir, pour insuffler une autre dynamique à la lutte politique contre le régime, et obtient pour l'UFC sept portefeuilles dont la Diplomatie au sein du gouvernement de 31 postes ministériels boudé par les autres partis politiques de l'opposition. Les rapports du Togo ont connu un grand dégel sous le régime Kufuor et se raffermissent davantage avec le nouveau chef de l'Etat John Atta-Mills, un proche de John Rawlings qui a commencé à visiter le Togo plus qu'auparavant. Le Togo et le Ghana sont deux pays voisins partageant plus 600 Km de frontière dans le sens de leur longueur avec les mêmes peuples de chaque côté. (Xinhua)



Asie KIRGHIZISTAN Un référendum constitutionnel sous haute tension

Le 27 juin, doit se dérouler le référendum sur la nouvelle Constitution du pays voulue par le gouvernement d'interim. Le scrutin aura lieu dans le contexte tendu qui aura un impact sur la participation.

25.06.2010 | Alda Engoian | [Courrier international](#)



© Courrier international

"J'appelle tous – nos mères et nos sœurs, nos anciens et nos frères, notre jeunesse, nos fils et nos filles – à donner leur voix à la nouvelle Constitution, pour le progrès et pour un meilleur avenir de notre pays !". C'est l'appel qu'a lancé la présidente intérimaire du Kirghizistan Rosa Otounbaeva à trois jours du référendum constitutionnel censé approuver le texte de la nouvelle Loi fondamentale scellant la transformation du pays en une république parlementaire, [rapporte Ferghana.ru](#). A peine deux semaines après des affrontements meurtriers dans le sud du pays entre Ouzbeks et Kirghiz ayant fait plus de 200 morts, des centaines de blessés et plusieurs dizaines de milliers de réfugiés, la consultation se déroulera dans un contexte électrique. Cependant, le chef de l'Etat le veut à tout prix légitimer le nouveau gouvernement le plus rapidement possible. Quitte à exclure du vote le sud rebelle. Ainsi, le 17 juin, Rosa Otounbaeva a signé un décret autorisant la tenue de la consultation "y compris en cas de situation d'urgence [en vigueur dans le sud du pays] et qui de fait exclut du vote les habitants du sud". Les votes de ces gens, dont plusieurs dizaines de milliers se sont enfuis vers l'Ouzbékistan voisin, et alors que les villes d'Och et Djalal-Abad sont en chaos, ne seront tout simplement pas comptabilisés", regrette le webzine.

"En additionnant un million d'Ouzbeks du Kirghizistan qui visiblement ne voteront pas, à un million de Kirghiz émigrés en Russie et qui ne pourront pas voter, on a quasiment la moitié de la population de ce pays de 5 millions d'habitants qui sont hors jeu", [s'indigne les Izvestia](#). Edil Baïssalov, ex-directeur de l'administration d'Otounbaeva, passé à l'opposition, souhaite que la consultation soit reportée, car "lorsque des milliers de personnes sont confinées dans des ghettos pour Kirghiz ou Ouzbeks et n'ont pas de nourriture, il est amoral de maintenir cette consultation. Si nous ne voulons pas entendre la voix des dizaines de milliers de nos concitoyens, comment après leur demander de respecter la nouvelle Loi fondamentale ? Ce gouvernement est myope". Cependant, les Ouzbeks ethniques s'étant enfuis en Ouzbékistan voisin auraient commencé à rentrer : "ils sont déjà 70 000 à l'avoir fait", [croit savoir](#) le quotidien moscovite *Nezavissimaïa Gazeta*.

Mais la situation demeure ambiguë, car d'un côté les autorités saluent ce retour. D'un autre côté depuis une semaine, sous prétexte de "confiscation d'armes qui s'y trouvent en très grande quantité", la police et les forces spéciales effectuent de véritables rafles à Och, dénoncées par la diaspora ouzbèke comme "clairement des actions anti-ouzbèkes". Les dernières révélations des services secrets kirghiz visent ainsi à corroborer la thèse du danger extrémiste tapi dans le sud. Ils accusent le président déchu Bakiev d'avoir utilisé des mouvements islamistes pour fomentier les troubles qui ont conduit à des affrontements

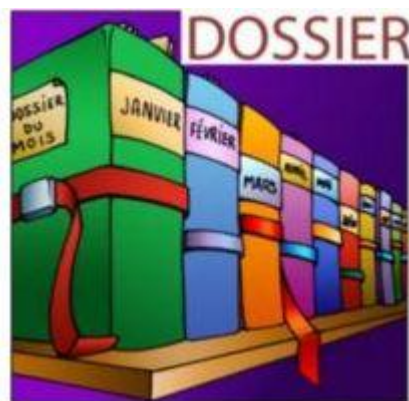
sanglants les 11-15 juin. Ainsi, le 24 juin, le patron des services secrets, Kenechbek Douchebaev, a rendu publics les résultats d'investigations qui mettent en cause Koumanbek Bakiev et son fils Maxime. "Pour recouvrer le pouvoir, ils ont fomenté le désordre à l'aide du terrorisme international moyennant un honoraire de 30 millions de dollars", rapporte *Ferghana.ru*.

Les villes d'Och et Djalal-Abad auraient été les cibles des combattants – "bien entraînés" - du Mouvement islamique de l'Ouzbékistan (MIO), l'Union du djihad islamique et de l'Opposition tadjike unie (OTU), organisations terroristes interdites dans tous les pays d'Asie centrale. Selon Douchebaev, l'attaque visait à "affaiblir l'Etat kirghiz, déclencher un conflit interethnique et apeurer la population". Mais la version des services secrets kirghiz ne convainc pas les spécialistes de la région. L'expert russe de l'Asie centrale Arkadi Doubnov, sceptique quant à leurs conclusions, note que leur rapport a été publié "à trois jours du référendum, pour montrer aux Kirghiz que les autorités trouveront les coupables, et à la communauté internationale, que les racines du conflit ne sont pas internes mais externes". L'experte kazakhe Sanobar Chermatova estime pour sa part que "la véracité de ces thèses reste difficile à prouver concrètement, mais que la coïncidence des intérêts des islamistes et des Bakiev est plausible". "Ce référendum illégitime conduira à l'adoption d'une constitution illégitime et débouchera sur une nouvelle escalade de protestations", augure, dans *Nezavissimaïa Gazeta*, l'ex-président du parlement kirghiz Zaïnidine Kourmanov.



Coopération Dossier Afrique-Europe : veto français à l'Union européenne (UE) contre toute démocratisation des institutions togolaises. 1ere et 2e parties

25 juin 2010 - Le Gouvernement français vient de faire usage de son veto pour bloquer toute



démocratisation des institutions au TOGO. Un tel acte sans précédent dans les relations internationales, loin d'être perçu comme isolé, procède en fait de la mise en exécution d'un Programme de Blocus Continental -Afrique- avec l'accord tacite et/ou le silence complice de l'Europe. Pour une telle assertion, il faut des faits pour l'étayer et/ou une démonstration, nous dira-t-on, qui ne souffre d'aucune zone d'ombre et nous sommes prêts à nous y engager, quitte à nous défendre si besoin, devant toutes les juridictions compétentes en la matière sur notre terre des hommes.

[Lire le dossier complet en cliquant ici](#)

Mamavi Sylvain Attiglah

Montgomery Village ce 25 Mai 2010

AFRIQUE-EUROPE : VETO FRANÇAIS A L'UNION EUROPEENNE (UE) CONTRE TOUTE DEMOCRATISATION DES INSTITUTIONS TOGOLAISES

UN PROGRAMME DE BLOCUS CONTINENTAL (AFRIQUE) ET UN ACTE SANS PRECEDENT DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

- 1^{ère} Partie -

Le Gouvernement français vient de faire usage de son veto pour bloquer toute démocratisation des institutions au TOGO. Un tel acte sans précédent dans les relations internationales, loin d'être perçu comme isolé, procède en fait de la mise en exécution d'un Programme de Blocus Continental -Afrique- avec l'accord tacite et/ou le silence complice de l'Europe. Pour une telle assertion, il faut des faits pour l'étayer et/ou une démonstration, nous dira-t-on, qui ne souffre d'aucune zone d'ombre et nous sommes prêts à nous y engager, quitte à nous défendre si besoin, devant toutes les juridictions compétentes en la matière sur notre terre des hommes.

Nous allons donc ici présenter le contenu du programme, la stratégie codifiée et son exécution par le jeu de l'intimidation, des menaces, de la manipulation, en un mot la destruction du continent par extinction des républiques africaines. Eh bien, comme tout programme, le succès sera à la mesure des inconnus et de leur gestion. Nous avons indiqué dans un document précédent "France-Nice ou l'Idéal de Liberté et de Démocratie Guillotiné", qu'en vertu de l'autorisation et/ou recommandation de devoir que l'Afrique et les peuples africains donnent et/ou exigent collectivement et individuellement de chacun de ses fils et filles, nous allons recourir à la -Saisine de la Cour Pénale Internationale de La Haye-. Il sera question pour nous de -Déposer une plainte contre la France pour la continuation de son soutien à la dictature en Afrique en ce 21^{ème} siècle -Déposer également une plainte contre l'Europe et l'Occident pour complicité-. L'ossature de notre plainte est simple, à savoir : 1) La France a soutenu activement et continue de soutenir la dictature en Afrique et ce sur plusieurs décennies de la période postcoloniale ; 2) Un tel soutien qui s'est intensifié et /ou culminé durant la période de la guerre froide a eu pour conséquences irréfutables: des guerres civiles

et des génocides ; 3) La France demeure de tous les pays de l'Europe et de l'Occident le seul à maintenir de façon active une telle trajectoire et le Cas du TOGO est l'une des plus dangereuses illustrations avec le silence complice de l'Europe et de l'Occident d'une manière générale. Les points 1 et 2 s'appliquant également à l'Occident de la période de la guerre froide et les faits juridiques pour soutenir la plainte africaine existent dans tous les pays africains. Qu'à cela ne tienne, la plainte africaine servira de cadre juridique qui permettra aux peuples africains d'apporter les preuves de destruction de toutes sortes du fait dictatorial. Le Général De Gaulle durant la seconde guerre mondiale parlait de "Paris martyrisé". Eh bien, de par ces plaintes devant la plus haute Cour mondiale, les peuples africains pourront apporter la preuve d'une "Afrique martyrisée" du fait de la création et du soutien du mal dictatorial par l'Occident et singulièrement par la France.

Les peuples africains ne combattent point la France du peuple mais la France des gouvernants. Certes, notre attachement à la France telle qu'elle devrait être, à son peuple, à une grande culture, à un grand homme d'Etat, le Chef de la France libre et bien sûr la peur du prix de lèse-majesté à payer par quelque Africain qui osera s'attaquer à la désastreuse politique africaine de la France est plus que terrifiant. Eh oui, le moment est venu, au regard de toutes ces considérations, de nous demander si notre vie d'aujourd'hui dépourvue de dignité du fait de la dictature doit être l'élément déterminant de notre analyse face aux perspectives dramatiques extrêmes dont notre inaction condamnent les générations futures. Nous sommes en ce moment des "peuples appauvrissables, assassins, corruptibles et endettés à merci" mais dans les 50 ans à venir, le nouveau programme vise à transformer l'Afrique et ces générations à venir "en peuples taillables et corvéables à merci". En termes clairs, c'est faire faire à l'Afrique une marche arrière dans le temps, un continent où les peuples devront vivre en dehors du temps où ils viennent au monde, le monde du Créateur commun à tous les hommes. Pour les auteurs d'un tel programme, l'exécution se fera par diktat, ce qui nous a amené à parler d'acte sans précédent dans les relations internationales.

Dans "France-Nice ou l'Idéal de Liberté et de Démocratie Guillotiné" nous avons eu recours aux "trois Printemps européens de la période de la guerre froide" pour nous convaincre de l'inéluctable victoire de l'Idéal de Liberté et de Démocratie sur l'oppression et la destruction. Le tout étant la détermination et la foi des peuples dans cet idéal divin. Les peuples de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie d'alors le savaient, autant qu'ils ne se faisaient pas d'illusions sur les sacrifices à consentir.

Le Printemps le plus mémorable qui secoua le bloc socialiste, (les pays dits situés derrière le "Rideau de fer") est connu sous les vocables de "Printemps de Prague" -Tchécoslovaquie d'alors. Le Président Mikhaïl Gorbatchev se servira du Printemps de Prague comme modèle pour lancer sa politique de Perestroïka et de Glasnost, politique qui conduira au démantèlement de l'URSS. Nous avons vécu à Prague et avons grande conscience de ce que le rejet du diktat peut coûter à ceux qui se battent pour la liberté' Et pour cause, l'acte de résistance le plus spectaculaire de la seconde guerre mondiale se produisit dans ce pays, acte consécutif à l'assassinat du Gouverneur nazi durant l'occupation. En représailles, l'armée nazie recourra aux massacres systématiques des habitants (hommes, femmes et enfants) de deux villages - Lidice et Lezaki - dont les deux combattants de la liberté sont supposés être originaires. Et pourtant, la Tchécoslovaquie d'alors, la République Tchèque d'aujourd'hui, pays de bien longue tradition universitaire, pour être la terre natale de la première université de l'Europe Centrale - après Bologne et Paris à l'Ouest, (pour paradoxal que cela puisse paraître, la France de la seconde université du monde et de Montesquieu dénie aux peuples africains, la démocratie et l'Etat de droit), ne s'est jamais laissé aller au désespoir suite au drame de Lidice et de Lezaki jusqu'à la victoire. Ce pays dont la capitale, Prague, est appelée le cœur de l'Europe, a poursuivi avec courage son chemin vers la liberté en passant par le Printemps de Prague, la Charte 77 pour arriver à la Révolution de velours et la liberté. Eh bien, notre vie étudiante autant que notre spécialisation nous ont appris à rejeter le diktat et ce quelque soit le prix à payer. De retour dans notre pays, le TOGO, après une décennie de vie professionnelle et plus tard, nous le disons avec toute l'humilité requise, nous eûmes la chance de passer pratiquement le même temps dans la première institution de financement du développement du continent. Pour qui connaît le pacifique peuple togolais, pacifisme qui frôle la résignation et/ou la soumission absolue, les années 90 avec l'explosion du bloc des Pays de l'Est et le vent de démocratisation qui secoua les pays sous le joug dictatorial dont singulièrement l'Afrique, ce peuple se

révéla très différent de l'idée que beaucoup d'avertis se faisaient des Togolais. Nous vivions alors à l'extérieur du pays mais avons vécu comme si nous y résidions le rejet absolu de la dictature au prix d'énormes sacrifices par ce peuple qui criait haut et fort sa soif de la démocratisation des institutions républicaines. C'est avec cette même ardeur que le peuple togolais rejette et continuera de rejeter à jamais le diktat français avec l'aval de l'Europe par son silence et de l'Occident d'une manière générale pour sa complicité. C'est en communion avec leurs frères et sœurs du TOGO que les peuples africains rejettent tout diktat d'où qu'il vienne. La détermination du peuple togolais déjà dans les années 90 n'a fait que renforcer nos profondes convictions de liberté et notre foi dans l'Etat de droit, et bien évidemment notre foi dans l'espérance du Créateur. En droit, dit-on, nul ne peut se prévaloir de ses propres turpitudes. Eh oui, hélas, il y en a qui sur la base d'un chimérique pouvoir ou puissance, enfrennent tant les lois humaines que divines et réclament de s'en prévaloir. Ils font mauvaise route et se rendront vite compte qu'ils ne peuvent point s'en prévaloir.

Confronter le diktat français avec l'aval de l'Europe et/ou de l'Occident pour leur silence complice et coupable

La confrontation que le diktat français impose à l'Afrique et son rejet sera fonction de la détermination des peuples africains à dire non à l'extinction des Républiques africaines issues des indépendances autant qu'à conjurer le sort de "peuples taillables et corvéables à merci" des générations futures. Dans cette lutte pour la liberté, la démocratie et l'Etat de droit par les peuples africains et au moment où s'ouvre devant l'Afrique, ce second demi-siècle postcolonial après celui sanctionné par la convocation à Nice (France) des dictateurs africains par le Président Sarkozy, il nous apparaît indéniablement important et vital non seulement de dénoncer le diktat français qui revêt la forme d'un programme mais de le confronter. Certes tous ceux (fils et filles d'Afrique) qui s'élèveront contre un tel programme (diktat) devraient s'attendre aux représailles et/ou conséquences pouvant, il faut l'admettre, écourter leur séjour terrestre (coûter la vie). Voici en termes simple le sort qui est ou sera réservé à ces dignes enfants d'Afrique :

-S'ils résident en Europe (et d'une façon générale en Occident, à l'exception de quelques pays dont les scandinaves) ils auront à leur trousse les services secrets et/ou d'espionnage, des services d'intelligence de crimes et de destructions et risquent une liquidation physique ou un enlèvement dont la finalité est de les remettre aux dictateurs africains pour se voir torturer et liquider sans laisser de trace.

-Si les gouvernements européens et occidentaux concernés craignent qu'un revirement de la situation suite à de tels actes contraires aux règles démocratiques et condamnables par le droit internationale peuvent leur porter préjudices tant au niveau de la communauté internationale qu'au plan national (par leurs propres peuples), ils recourront à la méthode qui consiste à priver "de pain et de toit" de tels combattants de la liberté. En d'autres termes, tout accès à un travail (boulot) et ce quelque soit la qualification du combattant de la liberté, lui sera fermé (Karl Marx fut l'illustration d'une telle méthode).

Bien, pour ce qui nous concerne, il est plus que clair que ce ne sont point les intimidations et autres menaces à peine voilées qui nous détourneront de notre détermination, de nos convictions et de notre foi. Le peuple togolais vient d'élire un nouveau Président en la personne de Son Excellence Monsieur Jean-Pierre Fabre et les peuples africains s'alliant à leurs frères et sœurs du TOGO exigent de la France et de l'UE le respect de la volonté populaire exprimée par les urnes. Ainsi, réaffirmée la volonté du peuple, le devoir nous impose donc de prendre toutes les mesures pour défaire le diktat français et il sera défait.

-A l'intérieur des pays dictatoriaux africains dont le TOGO fait figure de pionnier, les méthodes de répressions sont connues : disparitions et arrestations arbitraires suivies de tortures et de toutes sortes de violation des droits de l'homme que seuls la loi de la jungle et le programme de blocus continental français de l'Afrique garantissent. Le droit international, quant à lui, autant que toutes les conventions y afférentes répriment et sanctionnent de tels actes criminels et pénaux.

Nous n'avons pas eu besoin ici "d'un tableau d'analyses stratégiques" que d'aucuns nomment "de décodage stratégique" pour énoncer ses grandes lignes de la stratégie des pays occidentaux dont la France est le

porte flambeau pour ce qui est de l'Afrique pour une raison simple. La stratégie de l'Occident est basée ou construite autour d'un mot: "Domination" utilisant des "valeurs extrêmes" que celles-ci soient qualifiées de hautes ou fixes valeurs et autres sur lesquelles nous passons. Etant entendu que nous sommes conscients des valeurs qui nous seront appliquées à ce stade de la lutte pour nous réduire au silence et nous ne serons pas seuls, suite aux actions que nous allons entreprendre, nous allons produire un "S.O.S d'un Combattant de la liberté" appuyé d'un succinct CV (Curriculum Vitae) /Résumé, afin que si nous ne sommes pas liquidés d'ici-là, nous ne nous retrouvions "sans pain, ni toit". Une telle parade, somme toute tactique et humaine, est insignifiante au regard de notre foi, car "A brebis tondue, Dieu mesure le vent" Ceci professé et admis, nous sommes loin, bien loin d'un génie tel Karl Marx et vivons dans un siècle très différent du sien et pouvons compter donc sur tous les démocrates du monde, des institutions de défense des droits de l'homme et autres institutions indépendantes pour nous aider à continuer la lutte de notre modeste manière pour la liberté et la démocratie au côté des peuples africains. Il ne nous fait aucun doute qu'à "vaincre sans péril, on triomphe sans gloire" et les peuples togolais et africains vaincront et triompheront dans la gloire de l'Idéal divin de liberté et de démocratie contre tout diktat et blocus continental de l'Afrique.

Nous situer par rapport au diktat et blocus continental de l'Afrique par la France face au silence et /ou l'aval complice et coupable de l'UE et de l'Occident

La vie de tout un chacun de nous a été ou sera mise à épreuve face à l'Appel sacré de la défense de l'intérêt national et continental et ceci est d'autant plus vrai pour tout enfant d'Afrique. Hier, Conseiller d'Administrateur et Administrateur Suppléant Temporaire à la Banque Africaine de Développement (BAD), ce qui nous donnait le droit de vote toutefois que l'Administrateur était hors du Siègre, nous avons été témoin et vécu la dure épreuve que la défense des intérêts de l'Afrique constituait pour tout Africain qui voudrait emprunter une telle route. Eh, oui, les rapports de force étaient tels que le péril était évident et dissuasif. Nous en avons fait la douloureuse expérience personnellement et les circonstances actuelles de l'évolution dictatoriale du continent suite au diktat et au programme de blocus continental de l'Afrique, nous imposent d'en dire quelques mots, hélas à contre cœur. C'est donc moins pour parler d'un parcours professionnel que de la défense des intérêts de l'Afrique, lesquels sont en totale harmonie et symbiose avec ceux des Etats respectifs qu'elle porte en son sein comme nous l'avons indiqué dans l'un de nos documents précédents - "Afrique - Les intérêts des nations et des peuples africains -Conscience et Défense". Ceci admis et pour revenir dans notre chapitre, nous voulons faire observer qu'entre 1991-92, la nécessité d'une restructuration de la Banque (BAD) se faisait sentir et elle devint imminente en 1993. Aussi. Le Président de l'Institution confia-t-il à notre Administrateur la bien éprouvante tâche pour présider et/ou diriger les discussions budgétaires 94 qui devra inclure l'effet de la restructuration de la Banque. L'Administrateur, ce fils du Maghreb est connu pour sa rigueur technocratique et son profond sens du travail bien fait. Ce n'est pas un hasard si au pool des secrétaires du Conseil d'Administration (CA), il est surnommé "perfectionniste". Nous en savons quelque chose et c'est une chance de se mettre au service de notre continent au côté d'un tel haut fonctionnaire auprès de qui vous pouvez vous améliorer. En fait, une année après notre arrivée dans notre circonscription au Conseil (CA), il eut à présider de telles discussions qui constituent des moments intenses dans la gestion de la Banque mais cette fois-ci, il s'agit d'une Institution -BAD- en crise et la grande tension dont le Conseil (CA) était le théâtre l'en témoignait amplement. Il faudrait écrire un livre pour en relater la signification aux peuples africains qui au bout du compte sont les propriétaires de la BAD. Depuis la première crise qui secoua la BAD lors de l'ouverture du capital aux Non-Régionaux (les pays européens et/ou occidentaux plus certains pays d'Asie et d'Amérique Latine), il était clair que les pays africains qui tenaient à préserver le caractère africain de la BAD (par méfiance envers les anciennes puissances coloniales) sont ceux du Maghreb et/ou du Grand Maghreb et du Makhrech et bien évidemment un seul pays anglophone ouest-africain. Au niveau de notre circonscription au Conseil (CA), au terme des premières discussions budgétaires auxquelles nous eûmes à prendre part à ses côtés pendant pratiquement un semestre, l'Administrateur nous fit rapidement confiance, il le confia à certains directeurs qui s'en firent l'écho. Alors que nous n'étions qu'un Assistant, il nous donna plus de responsabilités. Aussi, bien souvent participons-nous seul aux réunions sur l'examen des documents de politique et autres rapports à soumettre au Conseil (CA). Nos prises de positions avaient commencé à

soulever des tollés et nous avons décidé de le discuter avec un Directeur, (le premier cadre africain recruté à la Banque) pour bénéficier de son point de vue. Cet aîné nous fit comprendre que "nous devions nous attendre à recevoir ces coups parce que nous disions tout haut ce que beaucoup pensent mais disent tout bas" Il ajouta : "Ce n'est pas ce que tu dis qui est mauvais, mais les intérêts des tenants du statu quo auxquels tu t'attaques qui est le problème et ceux-ci s'élèveront naturellement contre toi". Nous avons appris la leçon. La restructuration de la Banque l'illustrera fortement. Un jour, alors que la restructuration de la Banque enflammait le Conseil (CA), en qualité d'Administrateur Suppléant Temporaire, nous avons pris un certain nombre de positions sur ce dossier que nous connaissions bien pour y avoir travaillé dessus farouchement au côté de l'Administrateur comme c'est le cas depuis un peu plus de cinq (5) ans. Nous sommes sortis tard du Conseil (CA) et nous dûmes quitter la Banque pour notre déjeuner. Mais, à notre retour un jeune clerc (originaire du pays Siège qui nous aimait bien) qui travaillait dans la section/division chargée des affaires courantes des Administrateurs, se précipita vers nous et nous dit: "Chef, qu'avez-vous encore dit au Conseil, toute la Banque (les fonctionnaires) crient votre nom. Ils disent que c'est ce -petit togolais- qui avance telle ou telle idée". Nous lui avons dit que ce n'est pas grave car l'intérêt de la Banque (BAD) passe avant ceux des fonctionnaires que nous sommes et ce quelque soient nos dévouements et mérites personnels. Nous tîmes les mêmes propos à certains de nos frères togolais et africains qui gentiment et fraternellement nous ont approchés. Il était évident pour nous que la BAD appartenait avant tout aux peuples africains et toutes mesures visant à renforcer sa performance, la qualité de son portefeuille, enfin sa vie passait avant nos intérêts spécifiques personnels. Par ailleurs, puisqu'il faut un livre pour parler de toutes les institutions africaines (continentales et régionales) et de ce qu'elles représentent par rapport à l'amélioration et /ou à la dégradation des conditions de vie des peuples africains, disons qu'à cette époque, nous avons vu des Gouverneurs africains (Ministres des Finances et leurs collègues de la Planification de l'Economie) en action contre leur Banque (BAD) sous le coup de la manipulation et autres fausses promesses de l'Occident. Rien d'étonnant, ils répondaient dans leur majorité écrasante des dictateurs qui nous gouvernent, singulièrement les francophones. C'est normal, ces dictateurs répondent eux-mêmes de leurs fabricateurs et protecteurs à Paris et dans certains pays de l'Occident. Il faut souligner heureusement que tous les pays de l'Occident ne sont pas partie prenante du drame qui se joue en Afrique et l'un d'entre eux eut le courage de le dire à un Administrateur africain, à savoir : "Tout ce qui se passe aujourd'hui à la Banque (BAD), est programmé en Occident depuis plus de vingt ans". A bon entendeur, demi-mot ou salut, dit-on.

Hier, au TOGO avant notre départ à la BAD, nous étions Chef de Division (Finances Publiques -puis des Relations Financières Extérieures), une Division qui deviendra centrale au sein de la Direction et du Ministère dans le cadre du suivi du Programme de Stabilisation Financière avec le FMI. Comme le Ministre aimait à le dire affectueusement: " Ils nous mettaient dans leurs valises" pour les discussions à Washington, DC - Siège des Institutions de Breton Wood (FMI et BIRD -Banque Mondiale). En fait, nous précédions de quelques jours les Ministres au FMI aux fins d'harmonisation des chiffres du Tableau des Opérations Financières Consolidées (TOF) avec les fonctionnaires de cette Organisation chargée de la régulation de l'Economie mondiale. Le Ministre décida, quelques deux ou trois ans avant notre départ à la BAD de nous faire participer aux réunions du Club de Paris sur le rééchelonnement de la dette. Avant notre départ à Paris dans le cadre de la première réunion du Club de Paris à laquelle nous allions participer, nous étions au Cabinet pour présenter au Responsable technique du Ministère, l'état d'avancement des tableaux et documents financiers que nous devons amener avec nous pour la réunion. Au terme de la présentation et juste au moment où nous allions quitter le bureau, celui-ci nous demanda: " Il paraît qu'au tout début de votre troisième année à la Direction de l'Economie, la Banque Mondiale aurait voulu vous recruter dans le cadre de son programme de jeunes professionnels. Il y ajouta un certain nombre de problèmes politiques indirects et directs nous concernant" Nous l'écoutâmes sans dire un mot, puis il termina par cette interrogation: "A la lumière de ce que je venais d'apprendre d'un Ministre, je me suis demandé comment se fait-il, qu'en dépit de tout ceci, vous continuez de travailler avec tant d'ardeur et de diligence par-delà des heures requises officiellement, des samedis et dimanches toutefois que c'est nécessaire". Tout surpris par sa question, nous avons tout juste souri, car il ne nous a jamais effleuré l'idée d'une relation entre le comportement de personnes contactées qui ont décidé de bloquer et/ou de ne pas nous aider dans

l'avancement de notre carrière professionnelle et le devoir que nous avons de servir du mieux que nous le pouvons notre pays. En fait, nous avons eu la chance de travailler au côté de Ministres, comme nous l'avons déjà indiqué par ailleurs, de hautes compétences éprouvées et de grandes capacités et qualités intellectuelles et professionnelles tout comme au sein de notre Division, nous avons eu des cadres supérieurs dont le dévouement et l'abnégation n'ont d'égal que l'admiration et le respect que leur sens de travail de qualité nous a toujours imposé. Ces derniers (cadres supérieurs dans la Division) connaissent une évolution professionnelle positive méritée et nous ne pouvons que nous en réjouir. Par ailleurs, humainement et personnellement, nous reconnaissons que nous avons commis bien de fautes, d'erreurs et de péchés et devons en appeler à la miséricorde du Créateur pour qu'Il nous pardonne, si bien que notre attitude dans la défense de intérêts de notre pays (TOGO) et de notre continent (AFRIQUE) ne sont point basés et ne le seront jamais sur tels ou tels problèmes ou différends personnels et/ou individuels avec les autres. Un philosophe allemand disait: "L'homme ne peut vivre sans nuire". Si tant est que nous sommes nuisibles les uns aux autres sur un plan individuel, nuire à l'Idéal de liberté et aux aspirations à la démocratie de tout une nation, des peuples d'un continent revient à ajouter à nos péchés individuels, un autre péché d'une tout autre dimension: "le péché social" comme le disait à juste titre ce prêtre africain. Ceci étant, à supposer, pour ce qui nous concerne, que tous les combattants togolais de la liberté nous détestent, eh bien, cela ne nous empêchera pas de nous battre à leurs côtés, de les soutenir et de donner notre vie pour la cause qu'ils défendent, car cette cause sacrée va au-delà de notre modeste et anonyme personne. Il s'agit d'une cause pour les générations futures. Ce qui est vrai pour les combattants de la liberté au TOGO est aussi vrai pour tous les combattants africains de la liberté, de la démocratie et de l'Etat de droit. Voici le sens de notre lutte et voilà pourquoi nous ne comprenons et nous comprendront jamais ceux qui placent les différends personnels et/ou individuels au-dessus de leur lutte pour l'Idéal divin de liberté, de paix et de démocratie. Certes, comme l'écrivait ce prêtre africain, nous nous attendons à entendre même parmi ceux qui nous aiment bien nous dire: "Ne t'aventure point sur ce terrain dangereux, car ils vont te détruire. Tous ceux qui ont voulu prendre position contre ces dictateurs et ceux qui les protègent ont été liquidés, tués. Ils ont de grands moyens et ce n'est point la peine de prendre de tels risques. Préserve ta vie car c'est une lutte perdue d'avance". Ceci nous amène à annoncer la seconde partie de notre écrit qui s'articulera autour des idées forces suivantes.

2^{ème} PARTIE

Ses Grandes lignes et idées forces

AFRIQUE-EUROPE : VETO FRANÇAIS A L'UNION EUROPEENNE (UE) CONTRE TOUTE DEMOCRATISATION DES INSTITUTIONS TOGOLAISES

UN PROGRAMME DE BLOCUS CONTINENTAL (AFRIQUE) ET UN ACTE SANS PRECEDENT DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

François-Xavier Verschave écrivait ce qui suit : "La Françafrique, c'est comme un iceberg, vous avez la face du dessus, la partie émergée de l'iceberg : la France, meilleure amie de l'Afrique, patrie des droits de l'homme...etc. Et puis ensuite, vous avez 90% de la relation qui est immergée : l'ensemble des mécanismes de la domination française en Afrique avec des alliés africains"

Avant de présenter les grandes lignes et idées forces que comporteront la 2^{ème} Partie de ce document : "AFRIQUE-EUROPE : VETO FRANÇAIS A L'UNION EUROPEENNE (UE) CONTRE TOUTE DEMOCRATISATION DES INSTITUTIONS TOGOLAISES

UN PROGRAMME DE BLOCUS CONTINENTAL (AFRIQUE) ET UN ACTE SANS PRECEDENT DANS LES RELATIONS

INTERNATIONALES", dont la publication suivra de quelques semaines la 1^{ère} Partie, nous disons que nous avons bonne conscience des risques que nous prenons. Le fait de savoir que la vie nous sera ôtée d'une manière ou d'une autre ne peut que nous inciter à continuer notre lutte. Comme nous l'avons dit en d'autres circonstances, quelle est la valeur d'une vie humaine sans défense d'une bonne cause. A quoi nous servirait-il de protéger notre vie, si de par une telle protection ou préservation de notre vie, nous condamnons des générations futures à la servitude, à devenir "des peuples taillables et corvéables à merci". Nous avons

d'ailleurs depuis bien longtemps, commencé le compte à rebours de notre vie, à savoir que nos jours peuvent prendre fin dans l'intervalle de toutes les 24 (vingt quatre) heures.

Nous allons débiter la 2^{ème} Partie à travers l'intitulé du premier chapitre: - La France -Du Gaullisme Pompidolien au Bonapartisme Sarkozyen - Dans ce chapitre, nous reviendrons sur le Programme de déstabilisation de l'Afrique durant la guerre froide avec le rôle de la France en Afrique. L'impact d'un tel Programme et la gestion des inconnus dont il a été parsemé par l'Occident. Nous évoquerons l'état actuel de l'Afrique au terme des 50 années d'indépendance au regard d'un tel Programme. Il nous faut ici convaincre par la force de notre argumentation et non par une argumentation de force, en nous basant sur des faits réels et non sur des déclarations politiques.

Programme et/ou diktat des 50 années à venir

Il sera important de parler de l'actuelle stratégie et de tous ceux qui l'ont conçue. Ses forces et ses faiblesses autant que des inconnus. Le succès de tout combat réside dans la maîtrise des grandes lignes de la stratégie de l'adversaire avec à l'avantage des peuples africains le fait que toute stratégie occidentale est basée sur le mot: "Domination" Ce qui manque à une telle stratégie, c'est la détermination des peuples à se libérer qui a fait triompher tous les Printemps avec le temps.

Nous devons donc rappeler à l'Europe qu'il y a un peu plus d'un demi-siècle, tout à commencer avec leur silence : les Sudètes en Tchécoslovaquie d'alors, l'Anschluss ou l'annexion de l'Autriche, l'occupation de la Pologne où la France tout en déclarant la guerre à l'Allemagne nazie rangera son armée derrière la ligne Maginot, les soldats français s'adonneront au volley balle, ce qui est connu dans les relations internationales comme "la drôle de guerre" et puis viendra la Blitzkrieg (la guerre éclair) et l'occupation de la France (en 24 heures) avec Vichy. Le Premier Ministre anglais Winston Churchill résumera cette période en disant de l'Europe: "Nous avons voulu la paix dans le déshonneur sans pour autant éviter la guerre", une guerre qui coûtera très chère non seulement à l'Europe mais à toute l'humanité. Nous disons à l'Europe de ne pas observer le même silence face au diktat français et/ou au Programme de déni de liberté, de démocratie et d'Etat de droit aux peuples africains (comme le Cas du TOGO en est une illustration parfaitement éloquente) avec les mêmes conséquences un jour pour la race humaine. N'oublions pas que les peuples qui n'ont pas de bombes, ni de grandes armées, ont avec eux le Créateur de ce monde qui est Liberté et Paix. Par ailleurs, si la capacité d'imposer un diktat aux autres pays et à leurs peuples de par la force de ses armées et une soi-disant avancée économique et technologique, avec le silence coupable et complice des pays dits démocratiques, suffisait pour réduire à néant l'Idéal de liberté et de démocratie, que ne célébrera-t-on pas en Europe et partout en Occident la Proclamation de la Journée Européenne et Occidentale du Fascisme et du Nazisme ? Pourquoi l'Europe et l'Occident n'imposeraient-ils pas une telle Proclamation aux Nations-Unies comme Journée Mondiale du Fascisme et du Nazisme ? Certes, nous serons détruits, nous serons traités de tous les noms et accusés de tous les maux et entraînés dans la boue. Mais les peuples togolais et africains ne sont pas dupes, ils savent mieux que quiconque qu'il ne s'agit pas de nous. Nous savons aussi que dans le cadre de ce nouveau Programme certains pays d'Europe et /ou d'Occident se serviront d'hommes politiques de déshonneur comme instruments contre leurs peuples, les peuples africains. L'Europe et l'Occident ne peuvent pas continuer d'exiger la liberté et la démocratie dans certaines parties du monde tout en continuant d'imposer aux peuples africains un diktat, un déni de liberté et de démocratie.

Peuples africains, démocrates de tous les pays du monde, ne cédez point à l'émotion lorsque des coups sont portés contre tout combattant de la liberté. Il faut s'y attendre. Toutes les forces qui veulent étouffer l'expression libre d'un combattant de la liberté, le liquider physiquement, se battent contre les intérêts de l'Afrique et bien sûr contre l'Idéal de liberté et de paix. Nous vous disons Adieu si nous devons perdre notre vie d'ici-là. Sinon, dans quelques semaines nous serons heureux de vous faire parvenir la 2^{ème} Partie. Nous vous remercions et vous prions de continuer la lutte pour éviter que des générations futures africaines ne deviennent "corvéables et des taillables à merci"

Mamavi Sylvain Attiglah

**Coopération Togo 16,2 millions de dollars du FMI**

Publié le 26/06/2010 - Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé vendredi sa quatrième revue des résultats économiques du Togo dans le cadre de son accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et a approuvé une augmentation de 16,2 millions de dollars de l'accès du pays aux ressources de l'institution.

Avec cette augmentation, l'achèvement de la revue permet au Togo d'accéder immédiatement à 21,1 millions de dollars EU, ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à 106,7 millions de dollars.

Le Conseil d'administration a approuvé l'accord triennal en faveur du Togo au titre de la FEC (anciennement facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance) en avril 2008, pour un montant de 97,5 millions de dollars.

Le Togo, qui est membre du FMI depuis 1962, a atteint le point de décision au titre de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) en novembre 2008 et pourrait satisfaire aux conditions requises pour atteindre le point d'achèvement dès la fin de 2010.

Pour Naoyuki Shinohara, le directeur général adjoint du FMI « Les autorités togolaises ont exécuté avec satisfaction leur programme de réforme économique appuyé par l'accord FEC, en dépit des répercussions de la récession mondiale. La politique budgétaire anticyclique demeure appropriée pour 2010, étant donné les effets persistants de la récession mondiale sur l'économie togolaise. (...) Les autorités appliquent promptement des mesures correctives face à de récentes dérives par rapport aux objectifs fixés dans le programme. En particulier, elles ont ajusté le cadre budgétaire de 2010 pour compenser les effets des dérapages budgétaires en 2009, ont annulé l'emprunt extérieur non concessionnel qu'elles avaient contracté et ont renforcé le suivi de l'exécution du budget et la gestion de la dette. (...) Il sera important de continuer d'exécuter le programme de manière disciplinée comme en 2008, d'autant qu'il est difficile de financer les dérapages budgétaires. À cet égard, les autorités sont déterminées à satisfaire aux conditions nécessaires pour atteindre le point d'achèvement PPTE d'ici la fin de l'année. », a déclaré M. Shinohara.

Economie G20 Etat des lieux des 20 premières économies de la planète

24/06/2010 18:00 - À Toronto, le samedi 26 et dimanche 27 juin, le sommet du G20 va mettre en lumière les différences entre les économies. Les pays émergents ont renoué avec la croissance. L'Europe et les États-Unis continuent à accumuler les dettes

Le samedi 26 et dimanche 27 juin, les chefs d'État et de gouvernement de 20 puissances économiques de la planète, industrialisés et émergentes, se retrouvent à Toronto pour leur quatrième sommet en deux ans. La crise mondiale a frappé, au premier chef, les économies européenne et américaine. Elle a déplacé la gouvernance économique du G8, qui regroupait les principaux pays industrialisés, vers le G20.

Deux ans après le déclenchement de la crise des subprimes, le monde émergent retrouve les croissances et les excédents d'avant la crise, alors que l'Europe, les États-Unis et le Japon voient leurs dettes atteindre des niveaux non soutenables et leur croissance hésiter. À Toronto, les priorités paraissent bien différentes suivant les pays. Les États-Unis veulent stimuler la croissance, alors que les Européens s'engagent dans la rigueur budgétaire. Les pays émergents s'inquiètent d'une surchauffe de leurs économies, notamment du retour de l'inflation, et de la santé de leurs débiteurs, États-Unis en tête.

Pour l'Europe et les États-Unis, la régulation financière reste une priorité. Pendant la [crise](#), les gouvernements ont été obligés de venir au secours de leurs banques et l'industrie financière demeure un pilier de leurs économies. Les contribuables demandent des comptes et veulent que soient corrigés les excès passés. Les pays émergents n'en font pas une priorité.

À l'Élysée, on qualifiait mercredi cette édition canadienne du G20 de « sommet de transition », après un bref G8 qui se tient au Canada la veille du G20. Ensuite, le prochain rendez-vous sera à Séoul, en novembre, et devrait enregistrer les premières réformes concrètes de la finance mondiale. Avant un an de présidence française du G20.

Allemagne : pour un renforcement des contrôles

Le pays européen en meilleure santé est le premier à prôner la consolidation des finances publiques. L'Allemagne, qui a connu la récession avec la chute de 10 % du commerce international en 2009, redémarre grâce à ses exportations. Face à la crise de l'euro, Angela Merkel demande un renforcement des contrôles des comptes et des plans de rigueur crédibles. Le 18 mai, elle a interdit la vente à découvert de certains produits financiers qui avaient amplifié la crise grecque. À Toronto, elle a indiqué que les pays européens allaient « s'engager pour développer au niveau mondial une taxe sur les transactions financières. »

Canada : un exemple de bonne santé

Le pays hôte du G20 vient de revoir ses prévisions de croissance à la hausse. Le PIB a augmenté de 6,1 % au premier trimestre. Son déficit public est de 3 %, très en deçà des déficits européen et américain. Le premier ministre canadien, Stephen Harper, demande aux pays du G20 de réduire de moitié leur déficit budgétaire d'ici à 2013 et de stabiliser leur dette d'ici à 2016.

Le Canada appelle à renforcer les ratios de fonds propres des banques. Le gouverneur de la banque centrale canadienne estime que « la rigueur de la réglementation canadienne en matière de fonds propres s'est avérée un facteur déterminant de la bonne tenue du système financier canadien pendant la crise ».

États-Unis : la volonté de « réparer la finance »

Avant Toronto, le président américain a fait part de ses trois préoccupations : « les faiblesses considérables » de la demande de certaines économies du G20, l'état des finances publiques et la réforme du système financier.

Barack Obama estime qu'il faut « réparer la finance ». La réforme nécessaire devrait mettre en place un « cadre commun » qui permette de « mieux surveiller les marchés dérivés », « d'apporter plus de transparence » et de « réduire la manipulation des marchés » ainsi que de créer des « règles » qui obligerait la finance à supporter tout fardeau dont il pourrait être à l'origine.

France : des perspectives économiques « très incertaines »

La reprise économique en France est « fragile » et les perspectives restent « très incertaines », estime le Fonds monétaire international (FMI), qui recommande au gouvernement de « définir une stratégie de consolidation » budgétaire « crédible ».

Début juin, le premier ministre, François Fillon, a annoncé que la France devait trouver 100 milliards d'euros d'ici à trois ans, par la réduction des dépenses et une hausse des recettes. Le gouvernement entend réduire de 45 milliards d'euros la dépense publique et économiser cinq milliards en rognant les niches fiscales.

Italie : passer entre les gouttes

Malgré une dette qui atteint 115 % de son PIB, l'Italie n'a pas été attaquée par les marchés pendant la crise de l'euro, comme ses voisins du sud de la zone euro. Elle semble avoir réussi à limiter le dérapage de ses finances publiques pendant la crise et peut compter sur un faible endettement de ses ménages.

En mai, le gouvernement a annoncé une correction budgétaire de 24 milliards d'euros sur les années 2011 et 2012. Elle passera par une réduction des dépenses publiques, comme un relèvement de l'âge de départ à la retraite, et des recettes fiscales supplémentaires.

Japon : la note de la dette pourrait être dégradée

C'est un nouveau premier ministre élu en juin, Naoto Kan, qui participe au G20. Il était auparavant ministre des finances. Lundi 21 juin, l'agence de notation Fitch a prévenu que la note de la dette du Japon risquait d'être rétrogradée à long terme si le gouvernement ne remet pas en ordre ses finances.

La dette publique japonaise atteint 201 % du PIB, mais plus de 90 % sont détenus par des investisseurs nippons. Naoto Kan a annoncé une réforme fiscale incluant un doublement de la taxe sur la consommation, afin de réduire de moitié le déficit budgétaire en six ans. La croissance étant prévue à un peu plus de 2 %, le Japon envisage d'arrêter ses mesures de soutien à l'économie.

Royaume-Uni : pour une taxe mondiale sur les banques

Face à un déficit qui devrait dépasser 10 % du PIB, David Cameron vient d'annoncer un plan de réduction des dépenses publiques. En réponse à la lettre de Barack Obama qui demandait aux dirigeants du G20 d'encourager la reprise, le premier ministre a dit : « Les pays ont des approches différentes et dans certains pays, comme le nôtre, il y a un besoin de s'attaquer au déficit et de le réduire plus rapidement. »

Côté réglementation financière, la Grande-Bretagne introduit une taxe bancaire. Le pays attend du G20 qu'il se mette d'accord au moins sur les principes d'une taxe mondiale sur les banques.

Afrique du Sud : priorité à la lutte contre le chômage

La plus importante économie du continent africain avait enregistré en 2009 sa première récession depuis dix-sept ans. En 2010, la croissance devrait être de 2,3 %, tirée par la bonne tenue des cours mondiaux des matières premières et des produits agricoles.

Les retombées du Mondial de football devraient apporter un demi-point de croissance. L'Afrique du Sud veut augmenter de 10 % ses dépenses sociales pour lutter contre une pauvreté endémique. Deux Sud-Africains sur cinq sont au chômage et la crise a fait perdre un million d'emplois.

Arabie Saoudite : défendre une politique pétrolière « modérée »

Le royaume détient les premières réserves mondiales de brut et produit plus de 8 millions de barils par jour. La crise mondiale n'a pas fait s'écrouler le prix du baril de brut qui se maintient autour de 80 dollars. Le roi Abdallah prône une politique pétrolière « modérée » pour aider à limiter les effets de la crise financière mondiale.

Avant le sommet de Toronto, il a précisé qu'une réforme du secteur financier international était nécessaire. Le royaume détient des centaines de milliards d'euros de placements, fruits de ses excédents pétroliers.

Argentine : achever de restructurer la dette

Après son défaut de paiement de 2002, le pays s'emploie à finir de restructurer sa dette. Cela lui permettrait d'avoir de nouveau accès aux marchés internationaux des capitaux. Le pays tient le Fonds monétaire international (FMI) comme responsable de sa débâcle économique en 2001 et juge « inacceptable » que le FMI audite ses statistiques économiques.

La principale préoccupation, dans ce pays qui a retrouvé une forte croissance, vient d'un redémarrage de l'inflation. Au début de l'année, le prix de la viande a augmenté de 40 % en deux mois. En 2009, le chiffre officiel de l'inflation était de 7,7 %. Selon des instituts privés, il aurait été de 17 %.

Australie : taxer les compagnies minières

Début mai, le gouvernement a annoncé son intention d'instaurer, à partir de 2012, une taxe de 40 % sur les profits des groupes miniers australiens, comme BHP Billiton et Rio Tinto. Début juin, le ministre du commerce a présenté un excédent commercial important pour le mois précédent, grâce aux exportations de minerais, notamment de fer et de charbon. « La forte croissance des exportations de matières premières est une nouvelle preuve que nous sommes à l'aube d'une seconde vague du boom minier. »

Brésil : lutter contre l'hégémonie des « vieux pays »

Le real s'est fortement apprécié face à l'euro et au dollar depuis la crise mondiale. En mai, le gouvernement a décidé de soutenir ses exportateurs qui voient leurs prix de revient augmenter. Fort d'une croissance attendue à 9 %, le président Lula demande au G20 de trouver des solutions à la crise de la dette en Europe.

En février 2010, Paulo Nogueira, un directeur brésilien du FMI, estimait : « La grande réalité est que l'Europe est un continent vieillissant qui ne reflète pas son poids réel dans le monde. » Évoquant les relations avec la Russie, le président Lula a proposé de recourir, pour le commerce bilatéral, aux monnaies des deux pays en remplacement du dollar américain.

Chine : limiter les risques de surchauffe

À la demande de la Chine, la question des monnaies ne sera pas débattue lors du G20 de Toronto. Juste avant le sommet, la Chine a déclaré reprendre le flottement de sa monnaie, interrompu pendant la crise mondiale en 2008. Une appréciation du yuan est régulièrement demandée par ses partenaires des pays industrialisés pour réduire leurs déséquilibres commerciaux.

Dans les faits, la remontée de la monnaie chinoise face au dollar et à l'euro ne devrait être que très limitée. Les autorités chinoises visent une croissance économique de 8 % cette année, après 9 % en 2009. Le gouvernement s'emploie surtout à limiter les risques de surchauffe.

Corée du Sud : mettre le cap sur la croissance verte

Séoul accueillera le prochain sommet du G20 les 11 et 12 novembre. La Corée relance son économie après une période de quasi-stagnation. Durant le premier semestre, la Corée du Sud a dépensé 70 % de son budget public dans des programmes de relance afin de créer des emplois.

De plus, le pays a décidé de consacrer 2 % de son PIB annuel, pendant cinq ans, à son programme de croissance verte. 73 milliards d'euros seront investis pour la réduction de la dépendance énergétique par l'utilisation d'énergies renouvelables et du nucléaire, et le développement des technologies vertes.

Inde : limiter l'inflation

En avril, la banque centrale indienne a augmenté deux fois ses taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation qui frôle les 10 %. Les prix des céréales, du riz, des lentilles et du sucre se sont envolés à cause de la plus faible mousson en près de quarante ans, en 2009. L'Inde s'inquiète aussi d'un effet domino de la crise de la dette dans les pays industrialisés sur son système bancaire.

Avant Toronto, le ministre indien des finances, Pranab Mukherjee a rejeté l'idée d'une taxe mondiale sur les banques. « Des mesures de régulation bien senties peuvent permettre d'atteindre les objectifs que cette proposition de taxation vise à obtenir. »

Indonésie : préserver l'embellie de la Bourse

Le moral est au beau fixe dans le quatrième pays le plus peuplé du monde : l'optimisme des ménages est élevé, les ventes de voitures neuves sont en forte hausse. Les exportations de matières premières, charbon, cuivre, caoutchouc, huile de palme, vers le reste de l'Asie sont soutenues.

La Bourse de Djakarta bat des records, portée par la bonne santé des entreprises et les capitaux étrangers qui affluent des pays industrialisés vers les pays émergents. Une partie des liquidités, produites par la politique de faibles taux d'intérêt conduite dans les pays riches, s'est orientée sur les Bourses des pays émergents, jugés porteurs.

Mexique : les transferts des migrants reprennent

Le pays a été affecté par la crise économique mondiale en raison de sa proximité et de sa dépendance vis-à-vis de son voisin américain. Son PIB a reculé de 6,5 % en 2009. Les envois d'argent par les émigrés ont chuté, les sous-traitants industriels ont accusé une baisse des commandes, le tourisme a souffert.

Changement de décor pour 2010 : au premier trimestre, la croissance a été de 4,3 %. Les émigrés mexicains

ont envoyé 10,3 milliards d'euros à leurs familles durant le premier trimestre, soit seulement 7 % de moins que durant la même période en 2009. Le recul avait été de 15 % sur l'ensemble de l'année 2009 à 2008.

Russie : créer un fonds pour les catastrophes naturelles

Le président Dmitri Medvedev s'oppose à l'introduction d'une taxe sur les banques, estimant qu'elle pouvait « avoir des conséquences négatives sur l'accessibilité aux crédits et aux services ». En revanche, il propose la création d'un fonds international pour faire face aux catastrophes écologiques comme la marée noire dans le golfe du Mexique.

La Banque mondiale vient de revoir à la baisse ses prévisions de croissance sur la Russie à 4,5 % pour cette année, soulignant que la crise de la dette en Europe risquait de peser sur une reprise économique déjà « cahoteuse ».

Turquie : la note du pays est relevée

Au début de l'année, l'agence de notation Moody's a relevé la note de la Turquie estimant que « la résistance des finances publiques comparée aux crises des années passées est notable ». En mars, le premier ministre annonçait la fin des négociations avec le FMI qui durait depuis deux ans sur un prêt à son pays. Il jugeait que la Turquie n'avait pas besoin d'une assistance financière urgente. « La Turquie est un pays qui se tient debout économiquement. »

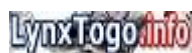
Le pays est sorti de la récession, en affichant au quatrième trimestre 2009 une croissance de 6 %. En juin, le chômage était en baisse, à 13,7 %, et l'inflation passait sous les 10 %.

Union européenne : affirmer une solidarité financière

La crise financière puis économique, les plans de relance et les manques de recettes ont soudain mis en lumière les déséquilibres existants entre les différentes économies de la zone euro. Les attaques des marchés qui doutaient de la capacité de la Grèce à rembourser ses dettes ont obligé les Européens à affirmer, avec un certain délai, une solidarité financière.

Les gouvernements européens vont revoir le système de gouvernance économique de la zone et les critères du pacte de stabilité. Ils lancent des programmes de rigueur pour limiter leurs déficits et leurs dettes. Mais les marchés sont inquiets de l'incapacité de la zone à générer une croissance solide.

Pierre COCHEZ



Gouvernance Andjo TCHAMDJA Si l'histoire de « Zeng Gong » m'était racontée



Dimanche, 20 Juin 2010 14:30

Si il y a une chose qui ne surprenne plus le commun des Togolais sur leurs ministres, directeurs de société voire président, c'est l'art et le génie de détruire la République en toute **IMPUNITÉ**. Un ministre des mines d'un pays comme le Togo cité comme pauvre et endetté ce n'est pas cas même l'occasion rêvée de devenir un multi-milliardaire et de piller les maigres projets. Mais le grand avantage au Rassemblement du Peuple Togolais (RPT) quand on est membre important de ce parti, est qu'on a une licence sinon deux contre le peuple Togolais. La première licence est de piller la République. La seconde est de tuer les Togolais. La somme des deux licences est "l'impunité bétonnée" dont on bénéficie au final. Quand le Lynx a braqué ses yeux au ministère des Mines et de l'Équipement réputé être un pavillon du grand banditisme, et de la corruption, on savait que le résultat ferait grincer les dents. Les premiers recoupements nous amenaient toujours sur deux noms : Andjo Tchamdja et Faure Gnassingbé. Au plus fort de la crise entre le Togo et toutes les institutions financières et l'Union Européenne (UE) les maigres ressources du Togo étaient aussi immédiatement pillées par les deux.

Agbéyomé Kodjo ex- membre du baronnât peut grommeler dans sa longue lettre du 26 juin 2002 après avoir vainement lutter contre sa conscience: « Les marchés publics sont truqués au profit de parents et amis. Les sociétés CIMTOGO et WACEM subissent des traitements différents en raison de la défense d'intérêts particuliers pour lesquels la première est sacrifiée au profit de la seconde élu aux avantages de la Zone franche. Les ressources de la Caisse Nationale de sécurité sociale(CNSS) sont siphonnées par LOME II au mépris des intérêts des travailleurs qui attendent toujours le paiement des arriérés des allocations familiales et une liquidation rapide de leurs pensions. La privatisation en cours de la Société Togolaise de Coton (SOTOCO alimente des appétits de corruption estimée à plusieurs milliards de FCFA au profit du même réseau. Généralement, quand elles ne profitent pas au clan familial du Chef de l'Etat. Les privatisations aboutissent difficilement. » Andjo Tchamdja au sommet de son art n'en demandait pas mieux. La justice au Togo est l'enfant chéri des délinquants. Si les juges et les procureurs ne sont pas tous de la même basse-cour, il se raconte qu'ils ont le même plumage, mieux un dénominateur commun: Corrompus

Andjo Tchamdja : Je suis un génie contre mon peuple

Le problème au Togo est que les nouveaux riches, ont tout facile. Mais Andjo a encore tout qui lui est plus facile. Neveu du clan, cacique du RPT et prébendier d'un genre nouveau, la route est balisée pour tous les coups les plus tordus. Les Ivoiriens dans leur jargon, eux, diront par exemple que la route lui est waaaaaah... Pour se faire des milliards, le plan concocté a été aussi simple qu'un jeu d'enfants. Dans un Etat sérieux, ce qui ne peut échapper aux contrôleurs des finances, échappe totalement au Togo à tous regards des inspecteurs sinon des veilleurs de nos impôts.

Pour atteindre ses fins, Andjo fabrique un nom magique : Zeng Gong. La province Jiangxi, il la pique comme dans le film "Un Prince à New-York" de l'acteur américain Eddy Murphy où la star américaine avec une

règle et les yeux fermés pique la banlieue de Bronx qui doit devenir sa terre d'asile. Ici, Andjo choisit la province pour semer la confusion. Pour sa folie prédatrice, il fait un contrat en bonne et due forme. Si la province existe belle et bien, le nom Chinois de l'entrepreneur est une pure fabrication mieux une fiction de sa majesté Andjo Tchamdja. On nous annonce au Lynx que tous les ministères sont sur des volcans de prébendes. La chute du RPT reviendrait à dire aussi que le Togo pourrait être victime d'un tsunami volcanique aux odeurs de billets de banque. Combien de contrats tronqués a-t-il déjà à son actif Andjo? Chose difficile d'autant plus que c'est le RPT qui gère et surveille le faux et le vrai. Ceci fait qu'on ne peut évaluer l'ampleur du gâchis! Le Lynx a pu se procurer un échantillon d'un contrat comme ils savent le faire depuis 43 ans dans cet éventail du faux dans le faux que les caciques du RPT et leurs directeurs se sont fait maîtres depuis la nuit des temps. Sinon depuis 43 ans qu'ils dirigent d'une main de fer le Togo.

Voici un contrat qui frise le ridicule, le vol, le grand banditisme. Dans le contrat, comme par miracle, l'Etat Togolais a avancé 3.400.000 dollars le 17 mai 2003 à cet entrepreneur fictif. Pour plus de précision Andjo Tchamdja avec le versement est riche de 3.400000 Dollars. L'année 2003 rappelle les années 1974 avec le boom des phosphates à l'inverse de 2003 qui est celui des contrats tronqués. 2003, c'est aussi l'année où le Togo avait arrêté de respirer économiquement selon le clan et ses dirigeants. Argument avancé: rupture de la coopération avec l'UE. Curieusement, il y avait encore des millions de dollars cachés quelque part pour les réalisations des ponts, des routes. Il appartient désormais à Andjo Tchamdja de montrer à ses concitoyens les ponts et les routes qu'il a construit avec 3.400000 dollars dans un délai de 4 ans six mois comme le dit le contrat. Un contrat aux timbres à l'honneur du patriarche du clan. Tout un symbole!

Dans cette manœuvre, le Togo perd doublement. D'abord les ponts et routes "made Tchamdja" ne sont pas réalisés. Ensuite, la dette est versée dans le compte du trésor public et désormais estampillée "dette intérieure". Agbéyomé qui connaît le mieux le clan décrit l'art de faire: « Les bénéficiaires de cette gigantesque malversation sont ceux-là même qui accusaient les anciens responsables politiques d'avoir jadis sacrifié les intérêts du Togo sur l'autel de leurs intérêts personnels. Pendant qu'ils redoublent d'ardeur dans les opérations de détournements et se réjouissent des montants faramineux de leurs avoirs, les hôpitaux et les Centres de santé sont dépourvus du minimum requis pour leur fonctionnement, les salles de classes manquent de matériels didactiques tout comme l'Université de Lomé devenue le souffre-douleur de tous les fossoyeurs impénitents du savoir et de la culture ». Dès lors que les Togolais ont une dette de 6.200.000 dollars, convertis en francs CFA, c'est quelques milliards de dette pour des générations futures. Le banquier sinon les banquiers chargés de faire les transactions sur les comptes personnels sont des "génies maison" du clan. Quand le Lynx dans son enquête est fauché sur de mauvaises pistes du côté de Lomé, les relations chinoises nous viennent en aide. Il faut trouver l'entrepreneur Zeng Gong à n'importe quel prix.

Un travail de fourmis au milieu d'un milliard et demi de chinois.

L'ami allemand, le Dr métallurgiste Axel Vox installé depuis en Chine fait du nom « Zeng Gong » son dada après son boulot. Il cherche dans les pages jaunes chinoises l'entrepreneur. Les coups de fils dans les ministères Chinois de tutelle pleuvent. Le résultat au départ est le même à l'arrivée : « Rien à signaler » ! Le Dr Chinichi Oyaka, Japonais met la main à l'enquête. Il faut aider le Lynx. Il se fixe pour objectifs de retrouver toutes les sociétés chinoises qui ont fait dépôt de bilan depuis 15 ans et de retrouver l'entrepreneur "décédé" et son entreprise. Les noms Zeng Gong se succèdent mais aucun n'a jamais été entrepreneur. Ni en Chine ni dans la province de prédilection d'Andjo Tchamdja : Jiangxi. Le Lynx met le cap sur tous les moteurs de recherche comme Google, Wikipédia, Yahoo... Patatras ! La rédaction du Lynx commence par baisser les mains. Il ne faut pas écrire des conneries, des mensonges, mieux il faut donner à Andjo le « bénéfice du doute ». L'Allemand nous écrit et laisse ce titre : « Et si le nom Zeng Gong n'existait pas et était une invention ? ». Le Lynx se remet encore au travail. Dans la fièvre des élections du 4 mars, le Lynx était plus à la recherche des prédateurs de la République qu'à la quête d'un dictateur dans l'opposition qui viendra en cacher un autre déjà existant. Fort des mots que Agbeyomé Kodjo avait laissé dans une lettre écrite datée du 20 février 2005 au prince de la nation, Faure Gnassingbé : « Il n'est secret

pour personne que c'est toi qui gère, l'immense fortune réelle ou supposée de ton père évaluée en plusieurs centaines milliards de francs CFA qu'il faudra bien justifier le moment venu. La gestion hasardeuse du patrimoine nationale, les commissions touchées sur le pétrole togolais dont l'extraction n'a pas encore commencé devront être élucidées en relation avec une dette extérieure chiffrée à plus de MILLE MILLIARDS de FRANCS CFA. » les recherches repartent pour Lomé. Mais cette fois-ci avec un peu plus de chance et de combinaisons très risquées du Lynx.

Et le pot aux roses !

Le 19 février 2010 la rédaction du Lynx est aux zénith. C'est trouvé ! Un mail d'un fonctionnaire du ministère des Mines et de l'Equipeement est intercepté par la la rédaction. Un intermédiaire Togolais ,qui, effrayé par le grand banditisme reconnaît qu'il est chargé de donner son où ses numéros de compte mais sur instruction des fonctionnaires du ministère qui ont juré avec l'aide des banquiers de sortir hors des frontières le reste de la somme à payer à l'imaginaire "Zeng Gong" (cf E-mails publiés). Togo-Presse a listé « Zeng Gong » comme étant cet entrepreneur que l'Etat Togolais devait. Faure n'a t-il pas juré d'apurer la dette intérieure ? Ce sont des agents déchainés qui tentaient contre vents et marées de mettre la main sur le contrat tronqué d'Andjo Tchamdja. Lui ayant pris une bonne partie (3. 400.000 dollars), les pauvres agents sans aucune investigation iront même à dire à leurs suppôts en Europe avec lesquels ils doivent faire transiter le reste des millions que « Zeng Gong » est décédé.

Les enquêtes du Lynx durent de nouveau dans le ministère des Mines et de l'Equipeement durant un mois. Ce sont des agents aguerris et jurant de transférer la somme restante qui traçaient et retraçaient des plans. Il faut sortir cet argent avant que l'on ne découvre le pot aux roses. Ont-ils sortis ces millions de dollars avant que ne débute le quinquennat de Faure ? Ont-ils laissé les millions de nouveau à Andjo Tchamdja II afin qu'il achève ce qu'il avait commencé en 2003 ? Pourquoi Faure a t-il rappelé au gouvernement celui que les Togolais disent être le plus prédateurs des biens publics? Autant de questions que journalistes, juges, avocats, et pays donateurs devraient clarifier. Sinon, la vilaine dette du Togo que Faure et comparses disent être à l'actif des Togolais est en réalité le fruit de 43 ans années de Grand Banditisme sur lequel est venu se greffer une IMPUNITÉ qui prend des allures d'une fatalité. Les Togolais ne sauraient payer les dettes pour lesquelles ils ne sont pas complices. Quand on sait que curieusement, se sont les voleurs qui sont chargés d'arrêter les voleurs, le chemin reste encore long à parcourir. Et les Togolais devraient commencer par y réfléchir...

Lettre

Camus Ali, Djima Matapari, Igomzikpé Malika Lynx.info

Au Lynx, nous avons avec l'accord et conseils des avocats et des confrères retenu la formule de protéger les carpes et de ne pas les laisser à la vindicte du procureur Robert Bakaï comme il sait le faire quand les silures pavanent dans l'Impunité la plus totale. C'est pour cela que nous avons teintés au noir les noms des fonctionnaires du ministère. Certes, ceci n'est pas aussi un encouragement pour protéger ceux qui aussi aident à piller la République. Sans être juge, au Lynx nous disons que « l'intention vaut le crime ». Nous avons laissé après ce travail combien coûteux et lassant d'investigation de journalistes, les autres institutions de la République de faire le reste du travail. Le Togo comme vous avez pu le remarquer est pauvre à cause du cynisme de ses enfants, sinon de ses propres enfants chers lecteurs et lectrices. Nous avons désormais un dada au Lynx : « Mettre le reste de nos forces au service de la vérité ». Pointer du doigt qui est voleur et qui ne l'est pas dans la jeune République. Si c'est cette vérité qui peut nous faire perdre nos vies, vous continuerez ce que nous avons commencé n: faire en sorte que les forts et les riches ne dorment plus tranquillement. C'est dans ce souci que nous avons avec les Mails interceptés essayés de cacher les noms et tout ce qui peut amener les forts à rejeter le crime sur les faibles. Si par hasard, la justice nous invitait au Lynx comme témoins, c'est avec fierté que nous nous rendrons pour la manifestation de la vérité. **La rédaction du Lynx**

Gouvernance Andjo TCHAMDJA pille, Faure bénit!



Dimanche, 20 Juin 2010 15:27

Le Lynx vous avait promis chers lecteurs, nous y sommes ! Votre journal a parlé de Sam Bikassam et ses milliards sinon de vos milliards qui se sont évaporés dans la nature à cause de son "Savoir-Faire". De Ingrid Awadé, arrêtée en 2007 à l'aéroport de Paris Roissy avec des sommes d'argent qui frisaient l'arrogance, mieux le grand banditisme. Une arrestation qui n'a fait aucun échos du moins dans la presse privée au Togo et que le Lynx en avait fait échos. De Ferdinand Tchamsi qui a, lui tout seul dilaté les caisses du Fonds d'entretien Routier (FER). De Kpatcha Gnassingbé qui a confondu les caisses de la SOTOCO et le compte des Gnassingbé... Au Togo, ce ne sont pas ceux qui pillent les milliards qui sont les ennemis de la République. Vous voici victime d'un larcin, d'une peccadille, et c'est une cohorte de "zombies du pouvoir" qui vous livre une guerre effrénée. Pour cela, on n'est prêt à mettre des procureurs les plus zélés aux militaires les plus brutaux aux trousses d'un voleur de poules, de coqs quand les "boss" du grand banditisme paradedent sous les regards hilares des Togolais.

C'est devenu banal, sinon tellement banal de saigner le Togo pourtant à tous, que les voyous, fiers de leur voyoucratie en viennent à passer au chantage. Et au Lynx, Dieu seul sait le nombre de coups de fil de ces "zouaves" à la solde du prince que nous recevons comme intimidations et menaces ! Dans ce même soucis, nous avons attirés l'attention des Togolais du pourquoi ils sont pauvres et resteront pauvres si une révolution populaire n'est pas entreprise pour bouter hors d'état de détruire ceux qui se proclament et s'auto-proclament depuis qu'ils ont rectifié les pères de notre indépendance.

Agbéyomé Kodjo nous emboîtant le pas, avait expliqué dans un débat avec les confrères de Africa 24 que les togolais avaient un ministre de l'économie qui ne connaissait pas les arcanes et les jeux de bisbilles qui se trament au sommet. De peur d'être chassé comme un vulgaire bandit, le natif Losso aussi a choisi de regarder ailleurs. Hébété, balbutiant, le vieil économiste Adji Otteh Ayassor avait tourné rond en parlant de son austérité prouvée par la Banque Mondiale (BM) et du Fonds Monétaire International (FMI). Quand on sait qu'il n'a pas encore poussé Ferdinand Tchamsi ne serait-ce que celui-ci à venir parler du pourquoi le Fonds d'Entretien Routier (FER) a fait un dépôt de bilan ! L'histoire de l'économie racontée dit que d'un port à un autre, on peut retrouver tous les chiffres qui puissent permettre à un simple contrôleur d'impôt de mettre la main sur un directeur indélicat, un inspecteur de douane ou d'impôt véreux. Pourtant, et pour permettre de semer le doute et la confusion dans l'économie Togolaise, une autre piste parallèle a été montée et qui échappe à l'officiel.

Chose bizarre, les recoupements du Lynx ne rejaillissent toujours pas à la base mais au sommet. Ainsi l'affaire Ferdinand Kpatcha venait de pointer une longue enquête sur les barbouzes au sommet de l'Etat et dont le président de la République Faure Essozimana Gnassingbé en est le parrain, sinon le véritable. Nous avons attirés l'attention du procureur de la République, des juges, des décideurs politiques, voire financiers. Rien n'y fit ! Au Lynx nous avons pensés que le procureur de la République Mr Robert Bakaï allait se saisir du dossier et mettre à nue les ennemis du Togo, patatras! Comble de l'ironie, nous n'avons pas eu un seul appel d'un député (pouvoir et opposition) à la rédaction du Lynx pour savoir de quoi il s'agissait, cette affaire de milliards sur laquelle le Lynx ne cesse de crier dans toutes les oreilles. Ne serait-

ce que pour parler au nom de ces populations pour lesquelles, ils sont sensés parler. Le découragement n'est pas Lynx. A défaut d'un fou de la République, c'est toute l'équipe Lynx qui est désormais décidée à partir en guerre contre les malfrats, les voyous, les bandits, les pillards. Fûssent-ils ministres, directeurs de société ou président de la République, le Lynx tient à dire qu'il s'en fou. A partir du moment que les voyous ne se cachent plus et signent leurs noms au bas des contrats tronqués et disent à qui veut l'attendre que les écrits du Lynx ne sont que des « ronronnements » et que « tout va passer », et que les journalistes du Lynx étaient « jaloux des voleurs », ce ne sont pas les journalistes qui devraient se murer en clandestins dans leur cause noble. Tout est dit !

Andjo Tchamdja I : Il fait ses preuves avec le père !

Quand Andjo Tchamdja atterrit au poste de ministre de l'Équipement et des Mines, le Togo était déjà un État comateux. Le dictateur Gnassingbé Eyadema avait compris que seule la famille pouvait être le bouclier de son pouvoir. On aime les togolais chante-t-on à la nation, mais on préfère les frères de la même tribu. Les proches, sinon les plus proches doivent être sur les pans régaliens et financiers de la République. Le neveu Andjo Tchamdja prend le ministère de l'Équipement et des Mines. Le fils Faure Gnassingbé (député) joue à l'économiste stagiaire avec les financiers du clan. On l'initie à l'art des affaires. Les voyages où on veut parler de finances, Faure est en première loge. On passe dans une tuyauterie qui frise le vol, le grand banditisme. On ajoute à ces manèges un financier : Le banquier Mr Alexis Looky. Aujourd'hui condamné par la justice française et dans un état de maladie avancée dans son exil en France. Le Togo est au summum de l'État africain au sens même du mot. Ce qui appartient aux Togolais relève du secret défense. On se sussure entre parents et frères de la même tribu. Dans ce brouhaha, les américains jettent leur regard sur les côtes togolaises à la recherche de l'or noir. Les premières analyses sont positives. Il y a des nappes de pétrole sur les côtes Togolaises. Le bouche à oreille se répand sur le tout Lomé. Kofi Panou, alors ministre des affaires étrangères sort un communiqué dans lequel, la misère togolaise va s'arrêter d'ici peu selon ses mots. Des barils de pétrole vont commencer par jaillir sous le ciel Togolais. Les législatives de 2003 sont l'occasion pour tous les thuriféraires du RPT d'annoncer la bonne nouvelle. Le mensonge d'État envahit la République. Le clan Gnassingbé comprend le message. Andjo Tchamdja du haut de sa puissance de neveu du chef de l'État Gnassingbé Eyadema doit faire le travail. Il faut détourner le regard des Togolais de cette bonne nouvelle. Quand Gnassingbé et fils ratissent tout ce qui est dons, prêts, commerce illicite, Andjo met le cap sur les contrats. C'est plus facile avec les contrats tronqués....

Le clan se positionne

On passe à des privatisations tous azimuts. L'hôtel du 2 Février tombe dans les escarcelles de la famille Eyadema qui la brade du coup. On trouve des boucs émissaires dans le gouvernement d'Eugène Adoboli. Des ministres pourtant innocents sont tancés de payer ces milliards qu'ils n'ont pas vu la couleur lors des transactions. La fuite hors du Togo reste la dernière alternative. Dans la réalité tous les milliards des hommes d'affaires de la Libye de Kaddafi sont tombés dans les comptes d'Eyadema et fils. Dans la foulée, et pour cacher cette farce on crée une commission anti-corruption pour tromper la vigilance des institutions financières comme la Banque Mondiale et le FMI qui au fait n'existaient même plus au Togo. L'État est saigné à blanc par tous les caciques qui tiennent une portion du pouvoir. Eyadema a compris que seul l'argent peut le faire tenir pour longtemps. Chacun vide comme il peut les caisses de l'État. On déménage le trésor public à Lomé II. Les recettes du port autonome sont convoyées par fourgons entiers vers Lomé II. La jeunesse est embrigadée à faire des marches de soutien pour que le dictateur ne tombe pas. « Il faut soutenir ce qui veut tomber » ironisait le Pr Apedoh Tagoata Amah dans une interview avec le confrère Togoforum. C'est « la bitosisation » de tout un peuple. Vieux, vieilles, et jeunes se ruent et élisent domicile à Lomé II, résidence privée du dictateur défunt. Sous les yeux vigilants de toutes les chancelleries en poste à Lomé le dictateur se lie à la griserie du pouvoir. Les journalistes, les écrivains, les marcheurs ambulants, les ministres blancs comme nègres s'associent dans un seul creuset et on vante les mérites du Guide Eclairée. Faut-il revenir au Lynx à cette gloriole du règne du père ? Oui ! Puisque le fils (Faure) a lui aussi donné bénédiction et caution à ce système immonde, prédateur et avilissant.

De la main mise sur les milliards de l'hôtel du 2 février, on passe à des pré-ventes avec ce que les américains viennent de retrouver sur les côtes togolaises.

Eyadema toujours en avance sur son époque englouti tous les parents dans la manœuvre. Aucune dictature de ce monde ne peut avoir une longévité enviable si elle n'a pas l'argent de sa politique. On bourre les caisses familiales. Les dons, les prêts, les régies de la République sont pour le compte du seul homme. Agbéyomé fini par ne plus se retrouver et écrit le plus long pamphlet de la République depuis les indépendances du Togo le 26 juin 2002 et prend la poudre d'escampette vers la France.

Mais que valent les cris d'un Agbéyomé Kodjo quand son pamphlet est perçu comme une trahison? Une trahison, une collaboration avec une opposition qu'on a depuis fait comme ennemie à abattre?

Le RPT et le clan ont leur langage. Le 08 octobre 2002, le gouvernement togolais annonçait la signature de « l'Accord d'Opération Conjointes » entre le Togo, la Togo Hunt Oil Company et la Petronas Carigali sous l'œil vigilant du clan.

L'accord a été paraphé en présence du président togolais Eyadéma GNASSINGBE par le directeur général de "Togo Hunt Oil Company", Christopher STONE, et le ministre togolais de l'Équipement et des Mines, Andjo TCHAMDJA et en présence de l'ambassadeur américain au Togo, la Hunt Oil Company étant une société américaine. On commence par des pré-vente dont les recettes sont allées vers des destinations inconnues. Agbéyomé Kodjo dans sa lettre du 20 février 2005 à Faure écrit: « La gestion hasardeuse du patrimoine nationale, les commissions touchées sur le pétrole togolais dont l'extraction n'a pas encore commencé devront être élucidées en relation avec une dette extérieure chiffrée à plus de MILLE MILLIARDS de FRANCS CFA. »

Andjo Tchamdja à l'instar des Kouassi Klutsè, des Barry Moussa Barqué et de la nouvelle garde qui a pris d'assaut les pans entiers de l'économie Togolaise paraded dans les rues de Lomé comme des Scheikh de Dubaï ou des Émirats. L'achat des terrains dans Lomé se succèdent les uns aux autres. Les villas ne se comptent plus. Les maîtresses dominent le quotidien des nouveaux prédateurs. La finalité de ces nuits de folie, une vilaine contamination du VIH/SIDA selon le bouche à bouche à Lomé que Andjo Tchamdja aurait chopé. Mais le SIDA ne tue plus les riches... Faure au sommet de la confiance de son père hérite le ministère de l'Équipement et des Mines et ferme les yeux sur les contrats tronqués de son parent. Andjo Tchamdja n'avait plus à regretter de son éviction. L'homme comme un coup de baguette magique venait d'être listé parmi les milliardaires Togolais. Au Togo, gagné le milliard sans créer de la richesse est un pari et beaucoup de togolais disent que la vitesse pour devenir milliardaire dans leur pays, s'apparente à celle de la mafia Russe au lendemain de la chute du mur de Berlin, quand il fallait vendre à un franc son action à la bourse de Moscou et gagné le milliard. Un Rptiste résumera le manège au Lynx : « Tout part et revient par la manipulation des chiffres ». Et Andjo Tchamdja avait déjà l'art de tronquer le vrai au profit du faux. Malheureusement contre le peuple togolais....

[Cliquez pour lire le Contrat](#)

Camus Ali, Djima Matapari, Lynx.info

REPUBLIQUE TOGOLAISE



REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail – Liberté – Patrie

Ministère de l'Équipement, des
Mines et des Postes et Télécommunications
Direction Générale des Travaux Publics
(DGTP)
Direction des routes et ponts
Secrétariat particulier : 00228 223 14 96
Secrétariat central : 00228 223 14 18
Direction des bâtiments
Secrétariat : 00228 223 14 80
Direction du contrôle et de gestion
Secrétariat : 00228 223 14 57
Direction des pistes rurales
Secrétariat : 00228 222 22 99
Direction de la planification et de la programmation
des infrastructures routières
Secrétariat : 00228 223 14 94
B.P. : 369 Lomé-Togo



CONTRAT D'ACCORD N° 00 5644

Ce document certifie officiellement qu'un contrat de construction de route et de ponts eu lieu entre Monsieur **Zeng Gong**, entrepreneur indépendant de Jianchang (actuel Fuzhou, province du Jiangxi) en République populaire de Chine, opérant sous la licence de la compagnie de construction de route MCC et le Ministère de l'Équipement, des Mines et des Postes et Télécommunications (République du TOGO).

Le montant total du contrat est de six millions deux cent mille (6.200.000) dollars US duquel Monsieur **Zeng Gong** demande une avance de paiement de trois millions quatre cent mille (3.400.000) US que le Ministère de l'Équipement, des Mines et des Postes et Télécommunication accepte de lui payer le 17 Mai 2003.

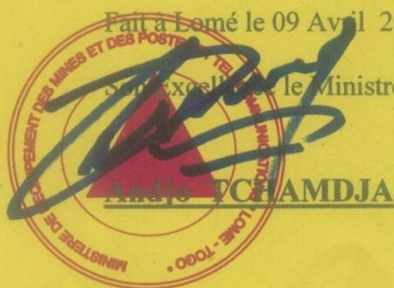
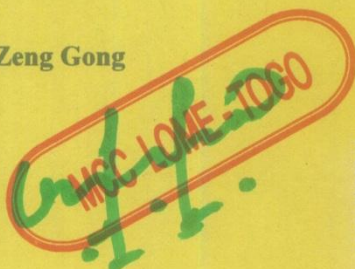
La durée estimée du contrat est de : 4 ans 6 mois. Monsieur **Zeng Gong** promet d'accomplir avant ce temps.

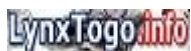
Aussi il est convenu que la somme de deux millions huit cent mille (2.800.000) dollars américain sera payée à Mr **Zeng Gong** à la fin de l'accomplissement du contrat.

Cet accord est mutuellement signé par les deux parties acceptant les termes et les conditions du contrat.

Fait à Lomé le 09 Avril 2003

Zeng Gong





Médias-Presse Ces 30 millions de Faure qui saoulent Dimas Dzikodo



Dimanche, 27 Juin 2010 09:41 - Connaître qui est qui est une question de temps au Togo. Il se prenait pour le plus intègre et le plus inflexible des journalistes togolais. Mais les sirènes du pouvoir de Faure ont fini par avoir raison de lui. Jean Baptiste DZILAN alias Dimas Dzikodo, directeur de publication du quotidien privé Forum de la Semaine a désormais ses deux mains dans la marmite bouillante de Faure. Avant la présidentielle du 04 mars dernier, Dimas Dzikodo a été gratifié d'une rondelette somme de 30 millions de F CFA pour faire baisser d'un cran la tension de son côté et regarder si possible en quelque sorte dans la même direction que Faure et ses affidés. Sans compter ce qu'il reçoit de temps à autre de Pascal Bodjona, la mallette ambulante du régime. Du coup, le plumitif Dimas a oublié son ami Kpatcha qui le lui rendait bien chez lui à Kégué avec des sachets pleins de billets craquants. Il ne charge plus Faure et ses potes. Oh non, le cas Kpatcha est devenu le cadet de ses soucis. Le nouveau riche Dimas pousse ainsi la grosse tête allant jusqu'à chanter des bêtises à ses collaborateurs, notamment **Blaise Sallah**, son rédacteur en chef le monsieur à tout faire du canard Forum de la Semaine, Ferdinand Ayité aujourd'hui directeur de publication du journal L'Alternative, Maxime Domegni, Edem Assignon. Perdant les pédales, il change de fond en comble sa ligne éditoriale et fait souvent des clins d'œil au pouvoir. Comme quoi, la bouche qui mange ne parle pas. Pour le Lynx, Dimas peut rouler pour qui il veut. Il peut rouler la mécanique comme les togolais de son acabit savent le faire: pleurnicher d'être innocent dans la main droite et dans la main gauche, rassembler tous les ingrédients pour meurtrir le peuple, c'est ce que nous dénonçons. Aussi, amener certains confrères dans sa cause et tirer à boulets rouges sur un Jean-Pierre Fabre et de pauvres protestants traiter subitement de voyous à ses yeux qui veulent sa peau et jouer à la victime après comme Dimas le fait, c'est ce que nous refusons. Aussi, le journaliste a compris. Pour monter sa valeur devant les Gnassingbé, il faut beaucoup crier, il faut beaucoup se faire la victime de la victime de l'opposition et au final, ce baromètre tenu secret par les Gnassingbé de père en fils peut aisément fixer votre prix. Au demeurant, la sale guerre mener par Dimas à Lucien Messan et son "Combat du Peuple" n'était qu'une lutte pour évincer le "Vieux" Messan aux côtés du clan. Dimas, c'est la bouche qui est ouverte pour toutes les soupes !

Avant lui, il y a eu les Messan Lucien du journal Combat du Peuple, Holonou Hounkpati de Carrefour. Concernant Messan Lucien, celui-ci s'est beaucoup gavé dans les mains de feu Eyadema qui lui donnait des centaines de millions. C'est d'ailleurs avec ses sous que le vieux Messan a pu se taper une imposante demeure dans son Avévé natal (préfecture des Lacs). Une bâtisse que des manifestants en colère ont voulu saccager en 2005 après l'élection catastrophique de Faure. Holonou Hounkpati quant à lui en a suffisamment reçu du défunt général avec son association ATEPP entendue Association Togolaise des Editeurs de Presse Privée dite proche de l'opposition. Malin comme un lièvre, ce monsieur prenait soin de manger des deux côtés, du pouvoir et de l'opposition tout en faisant croire à ses amis opposants qu'il ne travaillait qu'avec eux et eux seuls.

Aujourd'hui, ces deux larbins de la presse togolaise ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. Leurs canards, Combat du Peuple et Le Carrefour n'ont plus de crédibilité aux yeux des Togolais. Les deux journaux ne paraissent plus qu'au gré des humeurs de leurs géniteurs respectifs. Dimas Dzikodo, le nouvel initié de la secte devrait s'inspirer de ces deux cas pour savoir raison garder. L'on peut toutefois manger sans pousser la grosse tête au point d'avoir du mépris pour ses collaborateurs avec lesquels l'on a traversé les moments difficiles. La vie nous réserve toujours des surprises et lui Dimas n'en est pas à l'abri.

Que Dimas sache enfin qu'une fois que le pouvoir aurait fini de l'utiliser, il va le jeter à la poubelle comme un déchet puant et inutile. D'autres avant lui ont vécu le même sort et ce n'est pas lui Dimas qui changera quoique ce soit à la donne. Et au Lynx personne ne sera plus à l'abri de nos feux si il veut jouer le rôle du bon journaliste, du bon ministre, du bon directeur de société et en sous mains torpiller le peuple. Ce peuple à Dimas aussi.... **Igomzikpé Malika Lynx.info**



Samedi, 26 Juin 2010 07:31

Monsieur Agbéyomé Kodjo, votre parti vient d'être dissout. Êtes-vous surpris ?

Agbéyomé Kodjo : Je pense quand même que c'est une surprise pour moi-même et pour mes collaborateurs, je considère que dès le départ que l'action en justice intentée par les deux anciens membres du parti devrait être déclarée irrecevable. C'est le même SOGOYOU qui avait présidé les travaux. Aujourd'hui on le ramène et contre le cours du débat contradictoire il prend une décision qui n'est pas une décision de justice. Il a pris une décision politique.

Vous voulez dire que le procès a été téléguidé par l'exécutif ?

Tous les togolais savent que c'est un procès politique et qu'on veut supprimer OBUTS, mais l'histoire retiendra que pour la première fois et c'est un grand honneur qu'on fait à OBUTS. Cette formation politique qui a à peine deux ans a fait un travail remarquable sur le terrain qui a inquiété le pouvoir et qui a décidé de sa dissolution, le pouvoir a pris une grave décision, il lui appartient de tirer les conséquences de cette décision.

Qu'allez-vous faire ?

Dans le rituel classique on fera appel de la décision, enfin de toutes les façons, au niveau de ma formation politique nous sommes sereins. Ils veulent fabriquer un martyr politique, ils ont très bien commencé.

Allez-vous constituer un autre parti politique ?

La décision vient de tomber, nous sommes en train de réfléchir et nous verrons d'ici la fin de la semaine prochaine ce que nous allons dire aux togolais et surtout aux militants de OBUTS qui se sont sacrifiés, qui se sont donnés sans compter pour rendre une visibilité forte à cette formation politique.

Quelles peuvent être les conséquences d'une telle décision sur la vie politique et sociale du pays en ce moment où on prône l'apaisement ?

Je pense que Faure Gnassingbé a pris un grave risque en laissant cette décision de justice aller à l'encontre des incantations que nous entendons tous les jours, sur la modernisation de la justice, une justice efficiente. La communauté internationale est là, les togolais sont là, on verra en tout s'il y a une compatibilité entre les incantations et les actions qu'on pose. Dans tous les cas, j'affirme et de la manière la plus solennelle qu'il s'agit d'un déni de justice, car dans tous les cas le procès était réglé dans d'autres officines avant de venir au palais de justice.

Est-ce qu'on va retrouver un Agbéyomé plus virulent maintenant que le parti est dissout ou vous allez baisser de ton ?

Je suis toujours resté égal à moi-même. Je n'aime pas l'injustice, le pays traverse une grande crise, les Togolais dans leur grande majorité contestent la réélection de Faure Gnassingbé, les Togolais contestent la gouvernance actuelle qui est opaque, qui n'est pas transparente. Nous ne baisserons pas les bras, nous continuerons à travailler aux côtés du peuple pour que demain nous puissions avoir un état de droit.

Interview réalisée le 25/062010 par Fabbi Kouassi



Politique TOGO Dissolution d'un parti d'opposition

Le Tribunal de première instance de Lomé a prononcé vendredi la dissolution de l'Organisation pour bâtir dans l'unité un Togo solidaire (OBUTS), un parti d'opposition dirigé par l'ex-Premier ministre, Messan Agbéyomé Kodjo, pour "violation de la Charte des partis politiques", a constaté la PANA. Le Tribunal a agi sur plainte de cadres de ce parti exclus ou démissionnaires.

Selon la Justice, suite à l'exclusion et à la démission de certains cadres de cette formation politique, celle-ci ne fonctionne plus conformément aux lois en vigueur définies dans la Charte des partis politiques. Les sept membres fondateurs exclus ou ayant démissionné ont estimé que, suite à leur départ, le parti ne respectait plus le quorum des deux tiers de représentation nationale des ethnies du pays. Les dissensions sont apparues au sein de OBUTS au lendemain de l'élection présidentielle du 4 mars dernier, lorsque s'est posée la question de la participation ou non de cette formation au gouvernement.

Mécontents d'être exclus du parti, les partisans de la participation au gouvernement ont saisi la justice qui vient de trancher en leur faveur. Désormais, il est interdit à Messan Agbéyomé Kodjo ou à toute autre personne d'utiliser le sigle, le logo et les emblèmes du parti OBUTS. On rappelle lors de la présidentielle dernière, Messan Agbéyomé Kodjo était arrivé en 4ème position avec 0,85 pour cent des suffrages.

Source: Pana press



Politique « C'est quand qu'on prend le pouvoir ? »



Publié le 27/06/2010 - La lassitude a gagné les sympathisants du Frac. Ils n'étaient que quelques centaines samedi à arpenter les rues de Lomé à l'occasion de la 14e marche de protestation organisée par la coalition anti-Faure.

La mayonnaise ne monte plus auprès des contestataires.

« Depuis mars, le Frac nous dit qu'il va prendre le pouvoir, que c'est une affaire de quelques jours ou de quelques semaines. Quatre mois sont passés, toujours le même refrain. On est fatigué », explique un militant proche de Jean-Pierre Fabre.

« Notre vision, c'est que les choses puissent changer dans le pays, et que chacun de vous ici, présents, puisse avoir de meilleure condition de travail et avoir un pouvoir d'achat conséquent. Continuer toujours par nous soutenir, et peut-être tout va bientôt s'arranger », a justement lancé Jean-Pierre Fabre depuis la petite tribune installée sur la plage.

Des propos qui ont laissé les manifestants dubitatifs.

Seule « vedette » de la manif, le « martyr » Agbéyomé Kodjo (photo), dont le parti a été dissout par la justice vendredi dernier.

« Ce régime n'a seulement quelques jours pour tomber. Aucune loi n'autorise la dissolution de mon parti », a déclaré l'ancien Premier ministre du général Eyadema.



Politique Aimé GOGUE : « On ne peut pas gérer un pays sur des bases de discours démagogiques »

26 juin 2010



Nous avons écouté avec intérêt les explications fournies par le Ministre en charge du commerce pour justifier la décision du Gouvernement d'augmenter le prix des produits pétroliers à la pompe. Ces explications appellent de notre part les remarques suivantes : Entre août 2007 et septembre 2008, le cours du pétrole a connu une forte hausse sur le marché international. Cette hausse a certainement contribué à la base du coût de la subvention auquel le ministre a fait référence dans son intervention. Cependant, entre juillet 2008 et décembre 2009, le cours du baril a connu une forte chute. Or une augmentation de prix à la pompe a été effectuée en juillet 2009. La

transparence aurait exigé qu'il nous dise si cette première augmentation a permis de combler le déficit accumulé entre août 2007 et septembre 2008.

Si selon le Ministre, il est possible que dans trois mois qu'il y ait une réduction du prix à la pompe, pourquoi une telle forte augmentation actuellement. Ce qui est grave, c'est que l'augmentation est plus prononcée pour le pétrole qui est surtout consommé par la population la plus démunie : il n'est pas équitable de « taxer » plus les pauvres.

Il est certain que les Togolaises et les Togolais veulent avoir des infrastructures routières de bonne qualité : ce qui est loin d'être le cas actuellement ! C'est une partie de la taxe sur les produits pétroliers qui alimentait le Fonds d'Entretien Routier (FER) en charge par le passé de la mise à niveau des routes. Or les routes ne sont pas de bonne qualité et plus grave les Togolais auraient aimé que le Ministre nous donne des informations sur la qualité de gestion des ressources du FER par le passé ? Quel est le contenu de l'audit des comptes effectué avant la dissolution du FER ? Les Togolais auraient souhaité savoir si les responsables des éventuelles malversations ont été punis. Qu'est ce qui nous garanti que les ressources qui seront collectées aujourd'hui seront mieux utilisés pour mettre à notre disposition des routes praticables. Les vives manifestations qui ont suivi l'augmentation des prix des produits pétrolier surtout à Lomé traduisent le ras de bols des payer des taxes gérées de manière non transparente et qui profitent à une faible minorité de compatriotes. Parler de « vérité » des prix pétroliers pour l'entretien des infrastructures routières dans le pays, paraît « irresponsable », lorsque les responsables éventuels des malversations des ressources du FER restent impunis. Il est inadmissible que le Ministre ait fait l'impasse sur un sujet aussi important.

On ne peut pas gérer un pays sur des bases de discours démagogiques. La spontanéité des manifestations de ces derniers jours, n'a rien de fortuite. Lorsque certains citoyens (une minorité d'ailleurs) prennent les autres pour des imbéciles parce que ces derniers ont passé la moitié ou le tiers de leur vie dans la peur et dans une éducation de soumission à caractère identitaire, on ne devrait pas être surpris de la réaction des ces jours. Lorsqu'on ne pense qu'à corrompre des leaders d'opinion au point de leur enlever toute légitimité et toute crédibilité aux yeux de leurs mandants ce n'est pas la politique. Lorsqu'on utilise la force publique non pas pour la cause d'un grand nombre, mais comme un moyen de conserver le pouvoir et de pérenniser les valeurs détestables on ne pourra ni construire un Etat, ni se pardonner. Le mensonge juridico-administratif que des ministres sans conviction républicaine distillent à travers les masses médias ne sont rien d'autre qu'une fuite en avant. Il est urgent que ceux qui sont supposés nous gouverner se ressaisissent pour des lendemains meilleurs au Togo. La détermination de la population indique qu'elle est prête à poursuivre la lutte. **Tchabouré Aimé GOGUE**



Politique Crise pour crise et des acteurs malgré eux : Faure, Gilchrist, Agbeyome, Koffi ou les quatre mousquetaires d'un Togo en pleine mutation politique

25 juin 2010 - Depuis la disparition inattendue du Général Eyadéma le 5 Février 2005, le Togo est entré dans une phase de profonde mutation politique dont les Togolais eux-mêmes ne mesurent pas la portée. Si



Faure Gnassingbé, l'actuel Président de la République, apparaît comme l'acteur principal de cette pièce que l'on peut intituler « la nouvelle révolution togolaise », trois autres personnages passent incontestablement pour des signes forts des temps qui changent sur la terre de nos aïeux. Il s'agit, certes à des degrés divers et dans des rôles différents, de Gilchrist Olympio, Agbéyomé Kodjo et Koffi Yamgnane.

Du temps d'Eyadéma, on a érigé « le négationnisme » en méthode de gouvernement. On a tenté de faire croire aux Togolais que l'histoire du Togo a commencé avec l'avènement de Gnassingbé Eyadéma.

Augustino Pa de Souza, Sylvanus Olympio et tous les autres héros de l'indépendance du Togo ont été présentés comme des « marchands d'esclaves » qui ne méritent pas d'être appelés « Togolais ». On a poussé l'outrecuidance jusqu'à leur retirer la nationalité togolaise pour un temps.

Dans son premier livre, Koffi Yamgnane n'était pas loin de l'apologie du crime lorsqu'il affirmait qu'en 1963, eux, écoliers et élèves du Nord avaient poussé un ouf de soulagement après l'assassinat de Sylvanus Olympio parce que, enfin, eux aussi allaient bénéficier de bourses pour aller faire des études supérieures outre-mer. La présence de Koffi Yamgnane dans les tribunes officielles des cérémonies commémoratives du 13 Janvier, lorsqu'il était Secrétaire d'Etat de François Mitterrand, pouvait avoir un double sens. D'abord, celui de la gratitude de l'ancien élève originaire du Nord qui a bénéficié d'une bourse de la part du régime Eyadéma pour « *des études brillantes en France* », lesquelles études, il n'aurait peut-être jamais pu effectuer si Sylvanus Olympio était resté au pouvoir. Devenu entretemps, digne représentant de très haut niveau de la France, Koffi Yamagnane pouvait aussi par sa présence aux festivités du 13 Janvier, affirmer et assumer en quelque sorte, le rôle que l'ancienne puissance coloniale a pu jouer dans l'assassinat de Sylvanus Olympio et dans la situation de sous-développement dans laquelle le Togo a été plongé depuis lors.

Redevenu simple citoyen togolais après sa retraite politique française, Koffi Yamgnane découvre à retardement que le problème togolais ne se pose nullement en termes de clivage Nord - Sud. Il réalise que, hormis le petit nombre de parasites qui ont vécu ou continuent de vivre à l'ombre de la machine népotique propre au système RPT, le régime Eyadéma dont a hérité Faure, a fait plus de laissés pour compte et de pauvres dans le Nord que dans le Sud.

On doit, de ce fait, reconnaître à Koffi Yamgnane d'avoir eu le courage de renoncer dorénavant à la solidarité mécanique Nord - Sud pour se retrouver à la plage et dans les rues de Lomé avec « les visages pâles » en train de manifester contre un régime supposé être du Nord et qu'il avait soutenu dans le passé. Il est sorti alors du virtuel dans lequel il a longtemps végété pour recevoir en pleine mire, la réalité qui l'a rattrapé.

Cette mutation peut paraître anodine et surtout insignifiante pour qui n'a pas suivi l'itinéraire de Koffi Yamgnane et l'évolution dans le temps de ses positions vis-à-vis du régime RPT. En politique, il n'est jamais facile de changer du tout au tout sans heurter ceux qui vous soutiennent ni paraître suspect aux yeux de ceux qui vous combattent. Il faut, pour cela, beaucoup de courage et ce n'est pas donné au premier venu. La « ferme » opposition de Koffi Yamgnane au régime incarné par Faure Gnassingbé peut paraître tout sauf

de l'opportunisme. Les réalités politiques du terrain ont ramené Koffi Yamgnane à ce qu'il aurait dû être depuis toujours, à savoir, un homme de gauche, un humaniste, convaincu de la nécessité de placer l'homme au centre de la politique.

Ce qui donne du relief à cette mutation et qui en fait un acte politique majeur dans le contexte togolais, c'est moins le changement de position en soi que la prise de conscience qu'elle peut incarner. Koffi Yamgnane peut, à travers cette nouvelle vision patriotique redonner un sens nouveau au combat politique des Togolais du Nord comme du Sud contre les injustices et les inégalités qui constituent quelques unes des nombreuses tares qu'incarne le régime RPT. Cette prise de conscience, pour peu qu'elle soit amplifiée, contribuera à transcender les clivages d'antan qui faisaient des populations du Nord, sujets du RPT et les populations du Sud, des inconditionnels de l'opposition et plus particulièrement de l'UFC, le parti de Gilchrist Olympio. L'ancrage futur inéluctable de Koffi Yamgnane dans un camp politique qui ne sera ni le RPT, ni l'UFC, constituera l'une des mutations marquantes du combat des Togolais pour la démocratie et le développement.

Après la dernière élection présidentielle, les positions de Koffi Yamgnane et d'Agbéyomé Kodjo ont été très déterminantes dans la formation de la réponse finale du FRAC à la main tendue de Faure Gnassingbé. Selon la plupart des observateurs politiques, « *l'acharnement judiciaire déclenché contre le parti d'Agbéyomé Kodjo ne serait pas sans lien avec les positions radicales du FRAC vis-à-vis du régime RPT* ». On peut se demander quel réel danger pourrait représenter Agbéyomé Kodjo pour le régime RPT au point qu'on veuille dissoudre son parti. Rappelons qu'à la dernière élection présidentielle, le candidat de l'OBUTS n'a guère franchi la barre du 1%. A première vue, on peut être tenté de banaliser la question.

Mais, la vraie réponse à cette interrogation se trouve dans le parcours du Président d'OBUTS. Agbéyomé Kodjo ne fut pas un simple baron du RPT. Il est un pur produit d'un système RPT au sein duquel il compte beaucoup d'amis et même, de partisans. « *Agbéyomé Kodjo est ambitieux, très ambitieux et sa réussite risque de faire tâche d'huile et précipiter la fin du régime* » affirme un de ses proches. Plusieurs fois Ministre, Premier Ministre, Président de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire, dauphin désigné du « Timonier » d'alors. « *Agbéyomé Kodjo fut aussi et surtout un grand pourfendeur de l'Opposition, un des pires opposants à la démocratie pluraliste au Togo* » comme aime le dépeindre un opposant de renom au Togo.

Agbéyomé Kodjo avait publiquement pleuré à la Conférence Nationale Souveraine sous les coups de boutoir des Antoine Folly, Claude Améganvi, Tavo Amorin et consorts qui s'attaquaient à la dictature de feu Gnassingbé Eyadéma, le père spirituel et politique d'Agbéyomé Kodjo. Tel Saint Pierre qui était prêt à donner sa vie pour le Christ, Agbéyomé Kodjo se disait prêt à mourir pour Eyadéma. Les Togolais ont encore en mémoire que c'est l'actuel Président de l'OBUTS qui avait publiquement lancé le processus qui devait aboutir au fameux « toilettage » de la Constitution pour purger la Loi fondamentale togolaise de toute son essence démocratique et impersonnelle.

Même si la réalité est autre chose et qu'il a lancé beaucoup de défis à ses détracteurs pour apporter la preuve de leur accusation, ces derniers continuent de faire cristalliser sur son nom l'image de l'épisode douloureux des tueries de Fréau Jardin en tant que symbole de la barbarie dont était capable le régime RPT.

Depuis qu'il a publié son brûlant pamphlet contre le système politique dont il est issu, l'ancien deuxième personnage de l'Etat sous Eyadéma n'a jamais faibli dans son nouveau combat contre le RPT. Pour défendre ses idées d'aujourd'hui, c'est-à-dire, tout le contraire de ce qu'il avait défendu dans le passé et pour lequel il était prêt à mourir, Agbéyomé Kodjo a connu l'exil, la prison, l'humiliation et les brimades en tous genres.

Depuis qu'il a accroché le wagon du FRAC, Agbéyomé Kodjo s'est forgé un statut d'opposant radical dont les positions sont désormais aux antipodes de celles des radicaux du temps d'Eyadéma. Avant Agbéyomé

Kodjo, on a connu des anciens membres du RPT qui ont basculé dans l'Opposition. Zarifou Ayéva et Dahuku Péré et autres en sont des exemples souvent cités. Mais, Agbéyomé Kodjo passe aujourd'hui pour le seul vrai ancien baron du RPT qui est en train de réussir sa mutation vers l'Opposition radicale et qui refuse avec sa famille politique d'origine, tout compromis assimilable à de la compromission. C'est cela qui fait de l'ancrage d'Agbéyomé Kodjo dans l'Opposition, une mutation politique majeure qui aura des conséquences certaines sur la recomposition en cours du paysage politique togolais.

Nul doute que les analystes politiques des laboratoires du RPT ont perçu plus tôt que le commun des Togolais, les mutations profondes qu'incarnent Agbéyomé Kodjo et Koffi Yamgnane. De ce point de vue, le rejet de la candidature de Koffi Yamgnane et la procédure de dissolution engagée contre le parti d'Agbéyomé Kodjo ne sont pas des faits anodins. Incontestablement, à cause de ou avec Koffi Yamgnane et Agbéyomé Kodjo, quelque chose est en train de changer sur l'échiquier politique togolais et qui risque de bouleverser fondamentalement le combat des Togolais pour la démocratie et le développement. Mais, les deux premiers concernés ont-ils eux-mêmes conscience des mutations fortes qu'ils symbolisent ? That's the question !

Le rapprochement entre Gilchrist Olympio et Faure Gnassingbé aura permis au peuple togolais de gagner en clarté et de savoir que la politique au Togo doit désormais se faire sur autre chose que les schémas traditionnels « pour ou contre Gilchrist Olympio », « clivage Nord - Sud », « RPT ou Opposition ». Il y a forcément un lien entre le sous-développement et la montée des inégalités, des injustices et de la pauvreté.

Les images de désolation qu'offre Lomé après seulement une nuit de petite pluie témoignent de l'étendue du travail qui attend les politiques. La jeunesse togolaise est une bombe à retardement qu'on ne saurait désamorcer par des incantations. Koffi Yamgnane et Agbéyomé Kodjo sont des acteurs malgré eux d'un Togo en pleine mutation. Mais sont-ils capables d'incarner une politique alternative susceptible d'apporter les résultats attendus par les Togolais ? Le premier test majeur de leur capacité à incarner la voie du salut résidera dans la manière dont ils contribueront à sortir le FRAC de l'impasse dans laquelle il s'est plongé. En effet, il est temps d'avoir le courage de poser la question de la finalité des marches à répétition du FRAC. L'Opposition a déjà fait la démonstration de sa force et la limite de cette force en organisant des marches de protestation pendant douze semaines d'affilés sans résultat probant. Il serait temps de passer à autre chose et démontrer qu'on est en mesure d'incarner une autre politique. La seconde partie de ce dossier à paraître dans nos éditions sera consacrée aux deux autres acteurs clés de la recomposition du paysage politique togolais que sont Gilchrist Olympio et Faure Gnassingbé.

Dimas DZIKODO(Forum de la Semaine n°724 du 23 Juin 2010)

oeildafrique Politique BOKO Togo

Monsieur le 1er Secrétaire de la Fédération du Nord du Parti Socialiste,

La diaspora togolaise de Lille vous a sollicité d'organiser cette conférence sur la situation politique au Togo. Vous y avez accédé. Je me plais à saluer la solidarité et l'audace dont vous faites ainsi preuve. Solidarité avec tout le peuple togolais en lutte pour recouvrer sa liberté. Audace surtout, dans un contexte où la détermination de certains démocrates togolais semble s'émousser face aux difficultés. Le peuple togolais sait apprécier profondément cette solidarité et cette audace. Soyez-en remercié. Depuis 1990 le peuple togolais lutte pour construire un Etat de droit viable et moderne, une nation où ses enfants pourront un jour vivre en harmonie et s'épanouir.

Les Togolais savent mieux que quiconque que cette ambition est une œuvre de longue haleine. C'est un processus, un défi, une construction qui nécessite un travail et un effort soutenus et permanents. Les démocrates togolais s'y attèlent avec courage, détermination et lucidité malgré les embûches. Depuis 5 ans la lutte que mène le peuple togolais a changé d'enjeu. L'objectif demeure, certes, de bâtir une démocratie viable. Mais les Togolais sont décidés à relever un nouveau défi. Lutter contre une monarchie de fait. Celle qui lui est imposée par la force des armes et la suprématie d'un clan et d'une famille. Une famille qui malgré ses divisions, ses échecs et les atrocités dont elle s'est rendue coupable, a pris en otage tout un peuple. Ceci parfois sous le regard complaisant de la communauté internationale qui sous prétexte de stabilité n'est pas en cohérence avec les nobles idéaux qu'elle professe par ailleurs.

Mesdames, Messieurs, si vous le permettez je compte présenter la situation politique togolaise sous trois axes. D'abord je vais vous donner une analyse succincte de la situation politique actuelle. J'aurai soin de mettre en évidence la fragilité de cette situation, qui nous fait craindre le pire. Je vous indiquerai ensuite ce que comptent faire l'ensemble des démocrates togolais réunis au sein du FRAC pour redonner espoir aux populations. Enfin je laisserai le soin à mon aîné Kofi de nous dire ce que les démocrates togolais attendent comme soutien de nos amis et partenaires. Il le fera à partir de sa propre analyse des événements et de la situation. Il saura vous montrer à quel point la cassure entre le pouvoir dynastique de Lomé et le peuple togolais est de plus en plus nette. Une situation politique précaire La dernière élection présidentielle au Togo devait permettre à ce pays de tourner les pages sombres de son histoire récente.

Une histoire marquée par des élections frauduleuses à répétition, et suivies des contestations populaires dont la répression faisait déplorer des morts, des blessés et de nombreux réfugiés. Pour en arriver à cette élection, la classe politique s'est entendue le 20 août 2006 pour opérer les réformes constitutionnelles et institutionnelles. Ces réformes étaient nécessaires pour permettre de poser les bases d'une vraie démocratie au service du développement du pays. Mais une fois de plus, le pouvoir en place au Togo a usé de tous les moyens pour se soustraire à ses engagements, des engagements contenus dans l'Accord Politique Global. La réalisation de cet Accord aurait permis d'organiser un scrutin véritablement libre, démocratique et transparent. La conséquence de ce refus de respecter ses engagements est l'imbroglio politique dans lequel se trouve le Togo. A la place d'une élection transparente à la ghanéenne, comme l'avait promis Faure Gnassingbé à la communauté internationale en Janvier 2009, le régime est resté fidèle à sa duplicité. Il a suivi un processus électoral frauduleux et contrôlé par lui (2). Cette élection truquée a ouvert la voie à une contestation populaire comme on n'en avait jamais vue dans l'histoire politique de notre pays (3).

1) Mise en œuvre très limitée de l'Accord Politique Global (APG)

Un bref rappel est utile pour replacer dans son contexte l'Accord Politique Global. Le 5 Février 2005, quelques heures après le décès du général Eyadema, ses deux fils Faure Gnassingbé et Kpatcha Gnassingbé jouent et surfent habilement sur la peur et l'émotion populaires. Ils prennent en otage une partie de la

hiérarchie militaire en utilisant la partie la plus fidèle au clan présidentiel de l'armée et de la troupe. Grâce à cet appui, ils s'imposent immédiatement au sommet de l'Etat. L'avion qui achemine le successeur constitutionnel est empêché d'atterrir. Pendant ce temps, le chef d'Etat-major des Forces Armées Togolaises viole les règles constitutionnelles en intervenant sur les ondes nationales pour confier le pouvoir d'Etat à Faure Gnassingbé.

Il s'en suivra alors une série de passe- passe juridiques dont seul le professeur Charles Debbasch possède le secret. En quelques heures Faure Gnassingbé perd sa fonction de ministre pour devenir simple député puis président de l'assemblée nationale et de droit président de la république par intérim. Il succède ainsi à son père. Au passage, pour les besoins de cette manœuvre dynastique, la Constitution est modifiée en commençant par les dispositions qui interdisent formellement toute révision constitutionnelle en période de vacances. Le scandale fut tel que la communauté internationale se résout à imposer un semblant d'élection pour sauver les apparences.

Hélas ! Ce qui était à l'origine un simple exercice pour sauver les apparences d'une succession grotesque s'est transformé en un processus électoral sanglant et chaotique. Le monde entier découvre un pouvoir décidé à user de tous les moyens pour se maintenir en dépit de la contestation populaire. La mission d'enquête de l'ONU confirme 500 morts tandis que les organisations des droits de l'homme estiment à un millier le nombre de Togolais qui ont disparu dans cette tragédie électorale. L'émoi suscité par les résultats de l'enquête de l'ONU obligea y compris les soutiens les plus inconditionnels du clan Gnassingbé, en particulier le président Chirac, à subordonner la reconnaissance de cette élection à l'ouverture d'un dialogue avec l'opposition.

En août 2006 une feuille de route politique sous forme d'Accord Politique Global est arrachée au forceps, et en septembre 2006 le président Chirac reçoit à l'Elysée Faure Gnassingbé. La feuille de route de l'APG comporte quatre exigences essentielles pour ramener la confiance et sauver la démocratie au Togo: - la mise en examen des auteurs présumés formellement identifiés par les investigations de la mission d'enquête de l'ONU, pour lutter contre l'impunité; - un régime constitutionnel nouveau consacrant comme dans la plupart des pays de l'Afrique de l'ouest, à la fois une limitation de la durée du mandat présidentiel et un équilibre des pouvoirs entre le président de la république et le premier ministre; - la réforme de l'armée et des forces de sécurité, pour aller vers une armée républicaine conforme aux impératifs de l'Etat de droit; - enfin, le découpage électoral, la réécriture de la loi électorale selon le modèle des standards internationaux en la matière, pour réconcilier le pouvoir d'Etat avec la volonté populaire et éviter les élections frauduleuses.

Au final cette feuille de route a permis de légitimer le pouvoir de Faure Gnassingbé et n'a pourtant pas été respectée. La lutte contre l'impunité est demeurée un vœu pieux. Le pouvoir a mis en place une commission «vérité et réconciliation» dépourvue de moyens, qui se borne à prêcher le refrain de la réconciliation nationale. Les auteurs des massacres de 2005 déambulent à Lomé et sont encore aux commandes de l'armée et de la gendarmerie. Les plaintes portées devant les juridictions ne sont même pas instruites.

Pire : la découverte sur la plage de Lomé en Juillet 2008 du corps de l'ancien ministre de la communication Atsutsé Agbobli, président du parti d'opposition parti d'opposition MODENA, décédé dans des conditions mystérieuses, montre encore le refus du régime de combattre l'impunité.

2) Une élection présidentielle truquée: la fraude électorale comme alternative et antidote à la violence?

Les fraudes ont permis au régime de s'assurer une victoire sans compromettre la vie des populations. Ce cynisme politique que certains pourront qualifier de real politique a été le grand compromis qui ne dit pas son nom.

En réalité, cette « avancée » est le résultat de l'application à géométrie variable de l'APG. Le grand défi n'était pas l'expression libre et démocratique du peuple togolais à travers les urnes. Il était plutôt question d'éviter par tous les moyens de renouveler les violences de 2005. Le pari d'éviter la violence a été gagné par le régime. Contrairement à l'élection de 2005, celle de 2010 n'a pas fait de victime.

Ceci est la seule avancée de ce processus électoral au cours duquel bien des observateurs ont choisi de fermer les yeux. Mais la transparence d'une élection ne saurait s'apprécier uniquement par rapport à la gestion moins brutale de la contestation. Toujours est-il que pour arriver à ce résultat la démarche de fraude a été bien huilée tant en amont qu'en aval. En amont, la fraude a commencé depuis l'inscription sur le fichier électoral.

Dans certaines zones rurales supposées acquises au régime et surtout loin des projecteurs, la procédure d'inscription a été allégée, ce qui a ouvert la voie à des inscriptions de mineurs. A l'inverse, dans les zones urbaines où l'opposition est bien implantée, les procédures d'inscription sont rendues rigides et sans aménagement pour empêcher les nouvelles inscriptions. Moralité, tandis que le fichier électoral explose dans les milieux ruraux dépassant parfois les 90 pour cent de nouveaux inscrits par rapport aux listes électorales de 2007, dans les zones urbaines l'augmentation ne dépasse guère 10 pour cent.

Cette situation expressément orchestrée par le régime a laissé hors du fichier électoral une grande partie des Togolais. Dans la même logique, dans les zones urbaines la distribution des cartes d'électeur a été expressément émaillée d'embûches et mieux mise en œuvre dans les zones rurales. 96 pour cent des cartes ont été distribuées dans les zones rurales contre 45 pour cent dans les grandes villes. L'objectif poursuivi est d'avoir un fichier électoral potentiellement favorable pour mieux organiser la fraude en aval. En aval la fraude a été davantage perceptible. Malgré le consensus obtenu à la CENI (commission électorale nationale indépendante) sur l'adoption des bulletins de vote à souche censés garantir la traçabilité et éviter l'usage des bulletins pré-remplis, le régime s'y opposa à la dernière minute.

Même la procédure d'authentification des bulletins de vote obtenue comme un compromis a été dénoncée et refusée par le régime. La voie a ainsi été ouverte à l'achat des votes. La veille du scrutin, des militaires en tenue civile sont allés remettre de l'argent et des bulletins de vote déjà cochés à la case "Faure Gnassingbé". Cette fraude a été possible en raison du refus d'authentifier les bulletins. Or, cette procédure avait été proposée par l'opposition et soutenue par les experts de l'Union européenne.

La fraude a été aussi orchestrée en aval, après le vote, par la substitution des originaux des procès-verbaux authentiques par des procès-verbaux de résultats pré-remplis. Mais la fraude la plus scandaleuse a été orchestrée pour empêcher la publication des résultats de vote en temps réel. Les experts électoraux de l'Union Européenne se sont rappelés le scrutin des législatives de 2007, et ont décidé en accord avec la CENI de financer à hauteur de 1 million d'euros un mode de transmission des résultats par VSAT afin de garantir leur instantanéité et leur intégrité. Un consensus s'est formé sur cette procédure au sein de la classe politique et a permis de mettre en place le dispositif. Des appareils Vsat ont été installés dans chaque préfecture, 35 au total, reliés à un central à Lomé.

Chaque commission électorale locale indépendante (CELI) devait envoyer ses résultats par satellite. Après le vote, tandis que les premiers résultats commençaient, la panique gagna le régime qui finit par mettre fin à cette transmission instantanée en prétextant une panne. Les 35 présidents furent invités à acheminer par la route et par avion les résultats, ce qui bien évidemment donnait du temps à des manipulations.

Voilà comment le régime a manipulé les résultats pour s'imposer. Certains résultats immédiatement sortis des urnes dans la capitale et dans certaines zones urbaines ont pu échapper à la manipulation, grâce à la présence des observateurs. Le décompte de ces résultats a donné une large avance au candidat de l'opposition.

Les représentants de l'opposition dans les bureaux de vote ont gardé leur copie des PV authentifiés de certains résultats. Ils les ont centralisés à Lomé, et ont ouvert un centre dans une église de la capitale, à Tokoin-Séminaire, pour agréger les résultats. Ces PV authentiques auraient pu permettre une contestation, par voie légale, des résultats fabriqués par le pouvoir. Quand la gendarmerie a eu vent de ce projet, elle est allée malgré la présence des experts de l'Union Européenne, saisir ces pièces et les a brûlées.

Les seuls éléments de preuve dont disposait l'opposition pour faire un recours devant la Cour constitutionnelle ont ainsi disparu. Du reste et en dépit du traditionnel langage diplomatique, et face à l'ampleur de la fraude, les langues des diplomates de l'Union Européenne, principal bailleur de fonds de ce processus, se délient. Accusé de complaisance vis-à-vis d'un pouvoir vomé par le peuple togolais, et surtout mis à l'index par le fait que 16 millions d'euros du contribuable européen ont servi à valider la fraude, un diplomate européen laissa échapper, je cite «Si l'Union européenne n'avait pas financé, elle se serait privée d'un droit de regard.

L'élection aurait été encore pire.»

3) Contestation populaire et impasse politique depuis l'élection confisquée.

En dépit de ces fraudes flagrantes, la CENI et la Cour constitutionnelle avalisent le processus et déclarent gagnant Faure Gnassingbé fils du général Eyadema avec 60 pour cent des voix. Les populations contestent bien évidemment ces résultats.

Pour étouffer cette contestation populaire, le régime procède à la répression brutale avant d'envisager des solutions plus pernicieuses. - Répression et arrestations arbitraires La répression s'abat, pour étouffer la résistance des populations face à ce vol de leur vote. Pour échapper à la répression l'opposition en particulier l'UFC (Union des forces de changement) ont tiré les leçons du passé et délocalisé le centre de compilation des résultats dans un endroit à forte charge symbolique : le CESAL, un centre tenu par l'Eglise catholique. Mais c'était sans compter avec la détermination du régime pour effacer toutes les preuves de sa forfaiture. La gendarmerie fait une descente musclée au centre de compilation des résultats du FRAC, emportant hommes, ordinateurs, et les PV qu'ils s'empressent de détruire aussitôt.

La situation postélectorale se dégrade et le pays s'enferme dans une spirale de contestation des résultats, qui entraîne répressions, arrestations et descentes musclées. Les partis politiques ne sont pas épargnés. Le siège de l'UFC est investi et saccagé par les forces de l'ordre qui emportent sur leur passage le matériel de sonorisation, de l'argent et du matériel appartenant au parti. Les séances de prière organisées par l'église méthodiste en son sein pour contenir la colère des populations sont dispersées à coup de gaz lacrymogène. Et les domiciles de certains leaders du FRAC sont assiégés dans le but de les empêcher de rejoindre les manifestations populaires.

L'objectif du régime est double : effacer les éléments de preuve attestant de l'ampleur de la fraude et pouvant le confondre ; étouffer la contestation populaire. Si le régime a réussi son premier objectif, le second est plus difficile à atteindre tant la détermination populaire est loin de s'émousser. - La rue comme alternative? Trois mois après le scrutin du 4 mars, des dizaines de milliers de Togolais continuent de marcher dans les rues de la capitale pour contester la victoire de Faure Gnassingbé et exiger la transmission du pouvoir à Jean-Pierre Fabre le véritable vainqueur. Chaque samedi, des milliers de Togolais battent le pavé pour revendiquer la victoire du candidat du FRAC. Dans l'histoire politique du Togo, jamais une telle détermination d'un peuple décidé à prendre en main son destin n'a été observée.

Ces manifestations qui se déroulent dans la capitale sont systématiquement interdites par le pouvoir à l'intérieur du pays. Mais pour les milliers de Togolais qui continuent de manifester, le vainqueur du scrutin du 4 mars dernier est bien le candidat du FRAC. Il se trouve aujourd'hui que la situation au Togo est bloquée malgré la prétendue victoire de Faure Gnassingbé à 60%.

Cette situation se dégrade de jour en jour. Il est vrai que le pouvoir en plein désarroi et aveuglé par l'obsession manipulatrice ne cesse d'aller de bourde en bourde. Alors qu'il est contraint de tendre la main à l'opposition, le régime refuse de dialoguer avec le candidat du FRAC que les résultats officiels créditent tout de même de 33 pour cent. Le pouvoir a préféré, pour faire diversion, sceller un accord avec un Gilchrist Olympio totalement en perte de vitesse dans l'opinion depuis qu'il a décidé de faire le jeu du pouvoir au détriment de l'alternance que réclament les populations.

Le but de cette manœuvre est d'égarer l'opinion nationale et internationale. Mais cet accord entre monsieur Olympio et le pouvoir RPT n'est pas reconnu par les instances de l'UFC, et encore moins par la population excédée par 43 ans de règne dynastique et d'autocratie. Comme si la situation particulièrement délétère que fait naître un scrutin manipulé ne suffisait pas, le régime se lance dans la provocation.

En décidant de dissoudre le parti OBUTS de l'ancien Premier ministre Agbeyomé Kodjo, le pouvoir de Faure Gnassingbé a oublié que les temps ont changé et que ce genre de méthode d'un autre âge ne saurait prospérer. Il en est de même de la hausse du prix du carburant entre 12 et 27 pour cent décidée sans concertation avec les forces sociales, alors qu'il existe une caisse de stabilisation.

Pourtant celle-ci aurait dû permettre de faire face aux fluctuations du cours mondial du baril. Ces actes indécents que pose le régime révèlent le grand mépris que les dirigeants ont pour l'aspiration profonde des Togolais au progrès et au changement. Les forces syndicales, en particulier celle des agents hospitaliers, en ont fait l'amer constat avant de conclure en appelant à une grève, je cite: «Aucun des 4 engagements principaux prévus dans les accords n'a été satisfait et 950 agents attendent toujours leur dû. Les accords étaient simplement destinés à flouer le corps de la santé et à casser l'élan de l'action syndicale».

En réalité l'autisme politique dont fait montre le pouvoir n'a rien d'étonnant. Les finances publiques ont été éprouvées par la campagne électorale de Faure Gnassingbé qui a abusé des moyens de l'Etat comme l'a reconnu le rapport de la mission d'observation de l'Union Européenne.

Cette superposition de conflits sociaux dans un contexte politique précaire fait craindre le pire d'autant qu'aucun espace de concertation crédible et respectueux de l'adversaire politique n'est proposé pour dialoguer. Les leaders politiques sont considérés comme des cibles à abattre pour peu qu'ils osent refuser de se laisser apprivoiser. Pourtant même s'ils viennent du peuple, les leaders ne sont pas le peuple et à force de les éliminer, de les apprivoiser et de les ridiculiser, le pouvoir perd ses interlocuteurs les plus crédibles avec qui il pouvait espérer sortir le Togo de l'ornière.

Ce faisant il risque de n'avoir à terme que la rue comme interlocutrice.

Mesdames messieurs,

C'est ce qui semble être le cas depuis quelques jours. Lomé s'est subitement embrasé depuis le palais de justice où se tenait à huis clos le procès en dissolution du parti OBUTS, jusqu'aux périphéries où les axes principaux ont été bloqués. Le bilan de la répression qui s'en est suivie est pour l'instant de trois morts et de plusieurs blessés graves. Comment veut-on diriger un peuple et faire preuve de tant d'autisme et d'incompétence politique qui mettent en péril la vie des Togolais qui ont payé un trop lourd tribut pour le changement ?

Il y a de l'irresponsabilité au sommet de l'Etat et il est de notre devoir d'aller au-delà des dénonciations et des lamentations, et de proposer des alternatives crédibles. Nous osons encore croire à une issue pacifique qui permette au peuple togolais de satisfaire de façon pacifique son aspiration profonde à l'alternance.

Oui, redonner espoir est l'objectif du FRAC pour qui entre le statu quo ou la répression que propose le régime, et la rue, il existe des voies réformistes pour sauver l'essentiel et la démocratie. II. Le FRAC, ses

objectifs et ses atouts Mais qu'est-ce que c'est le FRAC? Le FRAC est l'alchimie de deux atouts majeurs: - une plate-forme commune de gouvernance pour une alternance maîtrisée assortie d'une vision, - un dispositif incarné par des femmes et des hommes de conviction, de terrain et d'expérience représentant la diversité ethnique et politique de notre pays. Face à la situation explosive actuelle du pays marquée par les manifestations régulières de contestation du pouvoir RPT, les mouvements sociaux, l'incapacité du pouvoir à faire face aux préoccupations des populations, l'état de délabrement des infrastructures routières et les inondations, seule une alternance portée par le FRAC est la solution à la grave crise que traverse le Togo.

Le FRAC incarne l'espoir des populations ; il est né d'une rencontre entre les acteurs de l'opposition togolaise à Paris autour d'un programme donné. Il est composé des partis et organisations comme l'UFC, l'ADDI, le PSR, Sursaut Togo, des associations de la diaspora et des personnes ressources. La force du FRAC réside en ce qu'elle regroupe des hommes politiques venant de toutes les ethnies du Togo, ce qui a le mérite de battre en brèche les arguments régionalistes dont le RPT s'est toujours servi pour asseoir son pouvoir.

Le FRAC propose une alternative qui s'articule autour d'une transition au cours de laquelle les réformes essentielles devraient être mises en œuvre. L'objectif est d'inscrire le pays sur la voie de la démocratie, de réconcilier les Togolais et de redonner espoir aux populations. Il s'agit essentiellement de définir un nouveau système politique avec une nouvelle Constitution. La décentralisation, la réforme de l'armée et la modernisation de la justice devraient être des priorités majeures.

A terme, cette transition permettra de solder le lourd passé politique du Togo afin de doter le pays d'institution solides et crédibles. Pour y parvenir et au-delà d'un programme d'action, le FRAC entend agir de façon concomitante dans le cadre d'une alternance maîtrisée sur 5 leviers stratégiques.

1) Construction d'un véritable Etat de droit aux antipodes du maquillage démocratique.

La réconciliation passe aussi par la mise sur pied des institutions légales et légitimes approuvées par le peuple. Il y a nécessité de définir un régime politique avec l'adoption d'une nouvelle Constitution. On devra mettre en place des institutions fortes pour asseoir une réelle démocratie. Pour ce faire, un processus de décentralisation ambitieux sera mis en œuvre. Son objet sera de donner du pouvoir et des moyens aux communes urbaines et rurales. C'est ainsi qu'on donnera la possibilité aux citoyens de s'impliquer dans le développement de leur commune, non seulement par l'élection des responsables locaux mais aussi par la possibilité de contrôler la gestion des ressources que génèrent nos villes et nos cantons.

Ce processus inclusif permet au citoyen d'agir directement sur le développement de sa localité, et facilitera la mobilisation des moyens et le développement des relations avec des villes ou villages partenaires en Europe, et partout dans le monde.

2) Restructuration des FAT pour bâtir une armée républicaine.

L'épineuse question de l'armée est un point angulaire de la réconciliation dans notre pays. Il s'agit de faire de l'armée togolaise une armée républicaine respectueuse des institutions. Le retour de la confiance entre l'armée et le peuple passe par une redéfinition du statut, du rôle et de la mission de la grande muette dans la société. Il s'agira d'établir une démarcation claire et nette entre les forces de défense et la gendarmerie en orientant la première vers la mission de défense du territoire et la seconde vers des missions de sécurité publique et de maintien d'ordre. Un audit technique et humain sera nécessaire pour maîtriser les effectifs et professionnaliser les FAT en les dotant de moyens efficaces. Il sera également question de relever la durée de carrière du soldat qui est actuellement de 25 ans à 30 ans avec l'objectif qu'à la fin de sa carrière le militaire togolais soit propriétaire d'un toit. Les pays amis dont la France seront sollicités dans cette réforme des FAT. La participation aux missions de paix et de sécurité des Nations Unies, de l'UA et de la

CEDEAO seront accrues. Ces missions permettront aux militaires non seulement d'avoir de l'expérience mais aussi de prendre conscience de certaines valeurs.

3) La réforme de la justice.

La modernisation de la justice togolaise participera également à la consolidation de la démocratie et au renforcement de l'Etat de Droit. En dépit des milliards injectés par les partenaires pour sa modernisation, la justice togolaise est restée, à ce jour, aux ordres du prince. Rapprocher la justice des justiciables et la rendre effectivement indépendante est une des priorités du FRAC. Cela se traduira par une réforme totale de tout l'appareil judiciaire depuis la formation des professionnels de la justice en passant par les réformes institutionnelles et l'amélioration des conditions de travail. Les textes actuellement en vigueur doivent être revisités et les différentes juridictions renforcées dans leur rôle. L'objectif à terme est d'arriver à une justice accessible pour tous les citoyens, moderne et diligente.

4) Assurer à tous le minimum vital et lutter contre l'extrême paupérisation des populations.

Tous les indicateurs économiques de notre pays sont au rouge. Vous le savez certainement, la pauvreté au Togo est devenue endémique. Les derniers rapports des partenaires, notamment le PNUD, nous indiquent que plus de 62% des Togolais vivent sous le seuil de pauvreté. Ces chiffres deviennent plus alarmants lorsqu'on s'éloigne de la capitale. Le Togo a aujourd'hui le visage d'un pays sinistré avec des infrastructures routières complètement délabrées, des hôpitaux vétustes en manque de moyens, de personnels et de motivations. Le même constat de désolation est visible dans les autres secteurs notamment l'éducation scolaire, la santé, l'agriculture, l'enseignement supérieur, etc. Même si le Togo renoue progressivement avec les partenaires en développement, il est inconcevable qu'avec tous les atouts dont dispose notre territoire, le budget national se limite à ce montant dérisoire de 300 milliards alors que le Benin voisin parvient à mobiliser plus de 1200 milliards au titre de son budget 2010.

5) Assurer à l'Etat les moyens et les ressources de sa nouvelle politique audacieuse et ambitieuse.

Le FRAC entend en finir avec cette politique budgétaire :

1. par l'assainissement des finances publiques,

2. la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale pour maximiser les recettes de l'Etat. Un audit de la fonction publique et des sociétés d'Etat sera effectué. Il s'agira non seulement de maîtriser les ressources humaines et de détecter les éventuels fonctionnaires fictifs, mais surtout de mettre fin à des pratiques peu orthodoxes. Car trop souvent, celles-ci sont à l'origine de la faillite de la plupart des sociétés et des banques qui sont actuellement privatisées. La relance de l'économie passera par un investissement massif. Les partenaires du Togo seront sollicités à cet effet et encouragés par le cadre démocratique que nous aurons su porter. Comme moi, vous constatez que la tâche qui nous attend est immense et les défis à relever énormes. Le Togo ne saurait rester en Afrique de l'ouest un bastion du non droit avec un pouvoir qui s'oppose par tous les moyens à l'alternance au sommet de l'Etat. Les démocrates, les forces politiques éprises de justice et de progrès, les partenaires du Togo, notamment la France, l'Allemagne, les USA, etc. doivent comprendre la justesse du combat de nos populations et aider le peuple togolais à réaliser le désir d'une alternance maîtrisée. Il y va de l'avenir du peuple togolais et de la stabilité sous régionale.

Mesdames, messieurs c'est maintenant qu'il faut agir. Mais comment agir? Je laisse le soin à Kofi d'y répondre. Je vous remercie **François BOKO**

Lille le 25 juin 2010



Politique Le ministre BODJONA pris en flagrant délit de forfaiture

24 juin 2010 COMMUNIQUE 24 juin 2010

ENTRE MENSONGE ET MANIPULATION AU SOMMET DE L'ETAT : LE MINISTRE BODJONA PRIS EN FLAGRANT DELIT DE FORFAITURE

Alors que la Cour Constitutionnelle, juridiction suprême du Togo, dans sa décision N° E-003/10 du 1er Février 2010, a déjà statué sur le fait que le parti OBUTS ne saurait être pénalisé des conséquences négatives d'un dysfonctionnement des services publics dont la responsabilité incombe au seul Ministère de l'Administration Territoriale et déclaré le parti légalement constitué, le Ministre Pascal BODJONA, déjà désavoué par cette décision, persiste dans le déni de droit et la défiance de la Cour Constitutionnelle dont il reconnaît la légitimité selon ses intérêts. En s'immisçant abusivement dans la procédure judiciaire menée contre OBUTS pour l'interdire, il démontre à suffisance d'une part, son mépris avéré pour la Constitution de la République, et étale d'autre part son incompétence notoire au regard du primat d'une décision de la Haute juridiction sur celle d'une juridiction inférieure (ordonnance de suspension d'OBUTS par le Tribunal de Première Instance de Lomé).

Dans un mémoire daté du 22 juin, adressé au Président du Tribunal de Première Instance de Lomé, il profère encore des contrevérités, qui en regard des lois qui définissent le droit public, sont un acte de forfaiture. Il y relève : « *L'appartenance de dix-sept membres (17) fondateurs à la fois à l'Alliance Démocratique pour la Patrie (ALLIANCE) et à l'OBUTS en violation des dispositions de l'article 08 de la loi n° 91-04 du 12 avril 1991 portant charte des partis politiques* ».

Or le 15 septembre 2008 le Président de l'Alliance Démocratique pour la Patrie, M. Dahuku PERE, adressait au même Pascal BODJONA, alors Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales un courrier par lequel il signifiait : « *J'ai l'honneur de vous faire connaître que dix - sept membres fondateurs de L'Alliance Démocratique pour la Patrie ont donné leur démission en vue de créer une autre formation politique. Le Comité Exécutif de L'ALLIANCE en a pris acte et vous le notifie ce jour en vous faisant parvenir, ci - jointe, la liste des démissionnaires* », et adjoignait la liste des dix-sept membres démissionnaires.

Comme on peut le constater, le Ministre Pascal BODJONA qui s'est succédé à lui-même dans les mêmes fonctions dans le gouvernement HOUNGBO II, est pris aujourd'hui en flagrant délit de mensonge et de forfaiture, dans l'exercice de ses fonctions. Il apporte la preuve, si besoin était encore, du caractère fallacieux et indécent des arguments opposés à OBUTS dans la procédure à son encontre.

Devant des preuves aussi accablantes, comment le peuple togolais et l'opinion internationale, pourraient encore faire confiance à Faure GNASSINGBE, qui cautionne de telles pratiques de la part de ses ministres ?

Genève, le 23 juin 2010
Dr Edem Atsou KWASI
Secrétariat international provisoire
Collectif pour la Vérité des Urnes

Politique KODJO, fossoyeur du Togo ?



Publié le 26/06/2010 - L'ancien Premier ministre togolais, ex-candidat à la présidence de la république et ancien leader du parti Obuts (dissout vendredi) en fait-il un peu trop sur le thème du véritable opposant, seul démocrate au Togo, persécuté par le régime.

De plus en plus de Togoais le pensent et certains viennent justement de créer le « Comité Vérité sur Agbéyomé Kodjo » (CVAK).

Dans un communiqué publié samedi, le CVAK estime qu'Agbéyomé Kodjo « tente de se donner le visage d'un démocrate allié de l'opposition radicale alors qu'il a été le pire des artisans du malheur du peuple ». Et le communiqué de rappeler que l'ancien PM est « responsable de la tuerie de FRAU Jardin alors qu'il était ministre de l'Intérieur » qu'il a « fait emprisonner durant plusieurs mois Yaovi Agboybo pour éliminer un concurrent politique » ou qu'il a « dilapidé les ressources du Port lorsqu'il en était le directeur général ». Ce Comité assure, en outre, que l'ancien Premier ministre du Général Eyadema est le principal responsable de la suspension de la coopération de l'Union européenne en faveur du Togo.

Voici le communiqué du Comité « Vérité sur Agbéyomé Kodjo »

Nous citoyens togolais appartenant à toutes les préfectures de notre pays nous sommes réunis ce jour à Lomé et avons décidé de créer un Comité "VERITE SUR AGBEYOME KODJO".

Les hommes politiques doivent la vérité au peuple. Or Agbéyomé Kodjo tente de se donner le visage d'un démocrate allié de l'opposition radicale alors qu'il a été le pire des artisans du malheur du peuple.

- Il est le responsable de la tuerie de FRAU Jardin alors qu'il était ministre de l'Intérieur
- Son action à Freaux Jardin a abouti à la suspension de la coopération par l'Union européenne suspension qui va durer quinze ans. La perte de ces crédits va appauvrir le pays, le système de santé, l'éducation. Si les Togoais souffrent aujourd'hui c'est à Kodjo qu'ils le doivent.
- Il a fait emprisonner durant plusieurs mois Yaovi Agboybo pour éliminer un concurrent politique
- Il a dilapidé les ressources du port lorsqu'il en était le directeur général
- Il a tenté de déstabiliser le pouvoir par la force

Nos commissions se sont mises au travail et publieront le résultat de leurs travaux.

Kodjo le faussaire sera ainsi dévoilé

Stéphane Wilson-Réda



Politique Togo Kpatcha Gnassingbé très souffrant Deux médecins des FAT à ses chevets



Vendredi 25 Juin 2010 - Mis aux arrêts pour tentative de putsch, le demi-frère du chef de l'Etat, Kpatcha Gnassingbé (ph), n'est pas passé devant la Cour d'assise qui pourtant a siégé au mois de juin dernier. Le dossier de l'ancien ministre de la défense et ses coaccusés, serait cependant clôturé, selon une source proche du dossier.

Me. Zeus Ajavon qui défend certains officiers détenus dans ce dossier, révèle pour sa part, que l'affaire est gérée en violation du principe de la séparation des pouvoirs, depuis, la Présidence de la république. Mais aujourd'hui, des voix s'élèvent pour appeler à la libération des détenus, dont certains comme Kpatcha Gnassingbé, serait souffrant et mériteraient des soins appropriés.

De source généralement bien informée, Kpatcha Gnassingbé détenu au secret dans les locaux de l'Agence Nationale de Renseignements (ANR), isolée dans la brousse de Lomé 2, à côté de la nouvelle présidence, souffrirait d'une pneumonie aigue, qui nécessite une opération aussi urgente que délicate. Deux médecins des Forces Armées Togolaises (FAT), seraient actuellement à ses chevets.

Celui qui était à un moment redouté des stratégies de Faure Gnassingbé, comme ayant des ambitions présidentielles, devant l'amener à se présenter comme second candidat de la fratrie à la dernière élection présidentielle, aurait fait une crise, dans la journée de mardi dernier.

Récemment, les parents des co-accusés de l'ancien ministre de la défense, avaient menacé, de faire un setting, pour réclamer la libération de leur fils. Me. Zeus Ajavon, ayant introduite une requête, en faveur de leur libération provisoire. Une requête à laquelle, le juge en charge du dossier, aurait des peine à répondre.

A ce troisième jour de l'insurrection populaire suite à la hausse des prix des produits pétroliers, la situation s'est normalisée. On note cependant, des échauffourées entre forces de sécurité et manifestants, dans des quartiers comme Adakpamé et Bè-Kpota.

Ce matin une quarantaine de jeunes, arrêtés lors des manifestations, ont été déférés à la prison civile de Lomé, pour « trouble à l'ordre publique ». Dans les milieux de l'administration pénitentiaire, on dénonce le trop plein de la prison. Par ailleurs, des organisation de défense des droit de l'homme, dénoncent l'utilisation des militaires dans les opérations de maintien d'ordre.

Un phénomène également fustigé par Jean-Pierre Fabre, lors d'une conférence de presse, hier mercredi. L'élue de la dernière présidentielle selon les militants de l'opposition, a appelé à l'intensification du mouvement de résistance populaire à la dictature.

Sur un autre plan, le procès en dissolution de l'Obuts, le parti du Premier ministre Agbéyomé Kodjo, reprend demain, au palais de justice de Lomé. Une audience que redoutent certains observateurs. Malgré la reconnaissance du parti par décision de la Cour constitutionnelle, qui a permis à Agbéyomé Kodjo, de se présenter sous la bannière de cette formation politique à la dernière élection présidentielle, le ministre de l'Administration territoriale, Pascal Bodjona, a adressé un mémorandum au président du tribunal, évoquant des insuffisances du dossier, pour voir déclaré dissous, le parti.



Politique Il faut sauver le soldat Kpatcha Gnassingbé



Vendredi, 25 Juin 2010 11:28

Kpatcha n'est pas le caporal Bokobosso mais son histoire n'est pas loin de celui qui dégaina un matin du 24 avril 1967 pour sauver le Togo. Si Bokobosso a été le premier à testé la « baraka » du généralissime défunt Eyadema, Kpatcha est aussi celui que les pro Faure disent avoir testé l'économiste vivant Faure Gnassingbé. Mal géré, le problème qui aurait été résolu dans la plus grande intimité familiale est venu s'engouffrer dans les rez de la politique et repris pas les gongonneurs de la République : les journalistes.

Généreux, sinon très généreux, la préfecture de la Kozah où il avait été brillamment élu comme député avec un score de 98% avait fait de lui un Dieu vivant. Ainsi, officiers comme soldats subalternes en passant par le petit peuple avaient eu ses grâces. C'est ceux-là qui vont aussi l'enterrer comme ils l'ont adulé. Qu'on le croit ou pas, les Kabyès n'aideront pas à libérer leur idole. D'autres disent que ceux qui foncent Kpatcha dans l'abîme deviennent plus nombreux que ceux qui veulent le voir de nouveau libre. Celui qu'on a fait du plus brillant des fils du Guide Éclairé est dans ses geôles victime de l'ingratitude des hommes. Personne n'a encore levé le petit doigt dans la Kozah pour au moins dire qu'il y a une justice au Togo. Chose curieuse, se sont mêmes les autres fils et filles des préfectures avoisinantes qui en parlent. Les Kabyès ont depuis tourné la page. Pourquoi ? Le Lynx est allé voir. Selon un analyste, « le pouvoir » est le dénominateur commun de la pensée collective des cadres et personnes ressources en pays Kabyè. Peu importe celui qui sera là bas. Pourvu qu'il soit « Kabyè ». Pour cela, les officiers qu'on a flingué au peuple comme les Bitenewé, les Assih, les Berena, les Walla, et qui auraient fait de vraies- fausses écoles de guerre se sont aussi ravisés. Chacun mange et se tait. Les plus malins, ont déjà changé d'habits et ne jurent plus que Faure. Malade très malade, Kpatcha avait été courant décembre 2009 transporté en catimini en France pour des soins. Après les soins, les hommes de Faure avaient ramené leur « colis encombrant » à la prison de son autre frère Kabyè Massina. « Il vont le tuer en douce » disait une vieille Kabyè. On annonce encore le député malade et très malade. Il ne parlerait plus et ne veut voir personne autour de lui. Une délégation des officiers pro- Faure qui sont allés le voir a buté sur un langage de sourds. Faure veut un compromis, Kpatcha veut la manifestation de la vérité sur cette lugubre affaire de coup d'Etat du 14 avril 2009.

Mais Kpatcha refuse de se plier aux desideratas de son frère Faure qui est au fait au trône avec son aide. Et plus froissant, est le comportement de tous les fils de Gnassingbé. Chacun qui a une parcelle du pouvoir raquette sans plus se soucier du nombre de frères embastillé dans les geôles de Faure. Une conspiration des Gnassingbé contre Kpatcha ? demandait le Lynx. Un officier Bassar résume parfaitement pourquoi Kpatcha doit rester en prison. « Si Kpatcha sort de la prison, c'est la guerre des clans. Faure est plus en sécurité quand il n'a pas Kpatcha sous haute surveillance dehors. C'est une famille qui est au fait sur la ruine. Mais personne n'ose le dire. Les officiers ont mis Kpatcha en prison pour avoir Faure sous leur coupe. C'est avec le sosie de Kpatcha qu'on mène la guerre à Faure quand ils veulent piller le pays. C'est avec le spectre de Kpatcha qu'on fait prendre Faure des décisions impopulaires. Il y a des ennemis du Togo tapis dans l'ombre dans l'armée togolaise. Et Faure ne pourra rien faire de bon, ni construire un Togo moderne quand Kpatcha est en prison ». La même stratégie, les nations dits "civilisées" l'avait appliquée à l'Iran et l'Irak dans leur épouvantable guerre. Au final, personne n'est gagnant. Le gagnant reste seulement le recéleur, celui qui tire sur les deux cordes. Et au Lynx tous les indicateurs montrent que Kpatcha va finir ses jours comme le commandant Djoua Yoma. Plus dangereux, est que l'Etat de droit de Faure s'arrête aux portes de la présidence. L'avocat Me Adjavon Atta Zeus chargé de défendre son client reconnaît au micro des confrères de Kanal K l'avoir vu depuis 435 jours qu'il est incarcéré que une fois, et en présence du procureur de la République. Ce qu'il faut retenir est que mort ou vivant Kpatcha Gnassingbé hantera les nuits de Faure. Mais apparemment Faure préfère être hanté du vivant de Kpatcha que de libérer le plancher de la présidence togolaise pour avoir au moins une fois la semaine une douce nuit.

Mabizo Kiri Lynx.info.



Social Gestion des mouvements sociaux Le Togo mis en danger par l'arrogance et l'obstination du pouvoir

Comme un coup de poignard de l'ennemi dans le dos, les manifestations de rue que la capitale Lomé a connues mardi et mercredi ont surpris le pouvoir militaire du civil Faure Gnassingbé. Soixante-douze heures après l'annonce des nouveaux prix des produits pétroliers, augmentés dans une marge de 15%, les rues ont commencé subitement à parler cordes vocales et muscles dehors. Personne n'a vu venir l'émeute et ses débordements. C'est le prix de la mauvaise volonté et de la jactance du pouvoir incarné par le fils d'Eyadéma.

On prend les citoyens de haut

Sans crier garde, le gouvernement de Houngbo a augmenté les prix du carburant. Deux semaines plus tôt, le technocrate, ancien directeur du bureau Afrique du PNUD, a glosé et claironné devant les caméras que le Togo va s'approcher du bonheur. C'est sans doute parce qu'il savait qu'il réservait aux Togolais la surprise du chef. Ainsi, sans communiquer, sans travailler les citoyens à la nouvelle situation, le pouvoir de Faure Gnassingbé, avec son exécutant Houngbo et son allié Gilchrist Olympio annonce de nouveaux prix qui entrent aussitôt en vigueur. En retour, ce pouvoir attend que les populations applaudissent et chantent dans les rues que Faure Gnassingbé est un président exceptionnel. C'est incroyable et il faut aller à Pyongyang ou à Rangoon pour trouver pareille logique.

N'est-ce pas manquer de respect aux citoyens que de se comporter ainsi ? N'est-ce pas montrer de l'arrogance que de prendre les citoyens pour des briques de ciment et leur jeter au visage des décisions meurtrières ? La vérité qu'il faut dire est que le pouvoir togolais n'a jamais montré du respect ni de l'égard pour les populations. Celles-ci sont justes du bétail électoral à qui on jette brouettes, arrosoirs, casseroles et billets de banque. Cette arrogance est davantage manifeste dans la mesure où le gouvernement brille par le déficit de communication. C'est d'ailleurs l'une de ces caractéristiques essentielles : rien ne décide ce pouvoir à informer les populations sur tel sujet, sur tel autre sujet. Elles sont réduites dans le rôle d'encaisseur et de moutons de Panurge. Le mercredi 23 juin, des ministres du gouvernement se sont présentés sur les médias pour communiquer ensuite, pour expliquer aux populations les raisons de leurs décisions. Génial ! Si les consommateurs n'avaient pas réagi vivement, ce pouvoir autocrate et arrogant ne se serait pas senti obligé de monter au créneau. Nous voudrions croire que c'est l'esprit nouveau qui le recommande. En France, on appelle cette façon de faire « prendre les citoyens de haut ». Alain Juppé, premier ministre de Chirac l'a essayé, les Français l'ont sanctionné à jamais. Très près de nous, Nicéphore Soglo a perdu le pouvoir au bout d'un mandat de cinq ans pour les mêmes raisons. Mais comme le pouvoir au Togo, le pouvoir a pour socle les armées qui sont plus que militantes, l'imposture et l'arbitraire ont beau jeu. De père en fils, on en impose aux Togolais qui n'ont que leurs yeux pour pleurer et leurs dents pour grincer

L'habitude de la fuite en avant

Si le problème du carburant a perduré au point de dégénérer en émeutes urbaines, c'est bien parce que le gouvernement n'y a jamais trouvé la bonne solution. Après avoir poignardé les populations dans le dos en augmentant à la hussarde les prix, il se précipite pour s'expliquer, arguant que le prix à l'international est tel qu'il ne peut plus subventionner les prix à l'interne. Or, l'argent destiné à cela a été sans aucun doute gaspillé par les responsables du défunt Fonds d'Entretien Routier (FER) dont le dossier n'a jamais été vidé ni les fossoyeurs présentés au peuple. La caisse de péréquation, dit-on, est gérée de façon occulte, de même que toutes les sociétés censées apporter des revenus substantiels au pays. En conséquence, les fonds générés localement susceptibles de juguler les éventuels déficits liés à l'importation et à la vente des produits pétroliers sont dilapidés, mettant le pays à la merci des fluctuations dues aux calculs

économiquement savants des Américains et de leurs cousins Européens.

En outre, la fuite en avant du pouvoir se manifeste dans le domaine des prix pratiqués sur les marchés nationaux en rapport avec le pouvoir d'achat des citoyens. D'un pays de 420 dollars par habitant, le Togo est classé parmi les pays pauvres du monde. Chaque Togolais dispose de moins d'un dollar américain par jour pour vivre. De plus le salaire minimum interprofessionnel est à 28 500 F CFA. Ces éléments d'analyse présentent le Togolais comme un citoyen essentiellement vulnérable et aux revenus très limités, si limités qu'il survit ou vivote. Face à ce sombre tableau, que propose le pouvoir de Faure Gnassingbé ? Beaucoup de discours à l'eau de rose, très peu d'actions salvatrices. Le premier ministre Houngbo y va de sa logorrhée et de ses sophismes qui se heurtent lamentablement à la réalité du terrain. Arrivé au pays en septembre 2008 pour aider le fils d'Eyadéma à donner un autre visage à sa « démocratie », l'homme avait déclaré péremptoirement qu'en six mois, il allait changer le quotidien des Togolais. Et il a réussi. Six mois après son investiture, le panier de la ménagère s'est davantage rabougri, les Togolais sont encore plus pauvres et la désolation a gagné tous les coins du pays.

Il se fait donc que des solutions durables n'ont jamais été proposées au problème de la pauvreté et de la faiblesse du pouvoir d'achat. Le SMIG porté à 28 500 F est présenté comme un trophée de chasse, le bonus de 5 000 F ajouté sur les salaires des fonctionnaires pour amortir les effets d'une précédente hausse ayant été supprimé depuis des mois, le problème lui-même reste entier. L'impuissance et l'incapacité de ce pouvoir quarantenaire et imposteur à travailler au bonheur commun éclatent au grand jour. La grille salariale piteuse reste telle pendant que la vie devient de plus en plus chère. Ne sait-on pas que les mouvements de mécontentements seraient moins violents si des efforts avaient été faits pour améliorer les conditions du panier de la ménagère et le traitement salarial des travailleurs ?

Le gouvernement ne craint rien car il a réussi à mettre les syndicats hors d'état de nuire, les ayant inféodés et affaiblis, ou les ayant paralysés par des promesses démagogiques. Cela fait que, faute de sources de pression et de pressions viables, il évolue en terrain libre et conquis, en fait à sa tête, s'enlisant dans les placebos comme en politique au lieu de résoudre pour longtemps le problème du mal vivre. C'est ainsi que le pouvoir et ses gouvernements successifs, depuis la tradition d'Eyadéma, a accumulé les problèmes, y passant de la poudre antalgique. Depuis mardi, les hôpitaux du pays sont au ralenti : des promesses faites il y a longtemps n'ont jamais été tenues. La fuite en avant a pris le pas sur l'efficacité de l'action gouvernementale. Mal formés et mal payés, les travailleurs du secteur de la santé doivent encore subir des conditions médiévales de travail. Quel résultat attend-on d'un pédiatre s'il doit lui seul prendre soin de près de 50 enfants malades ? Pendant qu'il s'occupe des uns, d'autres meurent dans l'indifférence générale, accompagnés dans l'au-delà par les pleurs et l'émoi de leurs parents. Les hésitations et la fuite en avant du gouvernement ont conduit à la grève dans ces hôpitaux où les citoyens meurent comme des mouches.

A l'arrivée, on se rend compte que Faure Gnassingbé et le RPT prennent plaisir à conserver dans le congélateur les problèmes du pays, comptant sur le soutien des armées qui restent leur dernière protection. Ils se montrent obstinés à agir ainsi, et rien ne semble les décider à gouverner comme dans tous les pays sensés et sérieux. Toutefois, la soudaineté et la violence des émeutes des 22 et 23 juin derniers sont des signaux qui indiquent que le pays est en danger permanent par la faute de ses dirigeants qui préfèrent les ersatz aux solutions véritables, en toute arrogance et en toute impunité. Qui remet à demain trouve malheur en chemin, dit le proverbe français. Le pire est à craindre.

Nima Zara Le correcteur

AFRISCOOP.COM Social Santé Togo signature d'un nouvel accord entre le personnel hospitalier et le gouvernement

Samedi 26 juin 2010 par [Maxime DOMEGNI](#), @ [AfriSCOOP](#) ([AfriSCOOP Lomé](#)) — Le personnel hospitalier du Togo a menacé de rentrer en grève si le gouvernement ne met en œuvre les dispositions d'un précédent accord de 2008. Au terme de trois jours d'âpres discussions, les syndicats et le gouvernement représenté par quatre de ses membres se sont entendus sur un nouvel accord. Mais prudence !

C'est fait. Il n'y aura plus de grève de trois jours comme annoncée dans tous les centres de soin publics au Togo. Le gouvernement a réussi à désamorcer la bombe sociale qui s'y armait.

Pour une seconde fois depuis sa création, le collectif des syndicats du personnel de santé du Togo a trouvé un accord avec le gouvernement sur leurs doléances. Le nouveau protocole dont AfriSCOOP a copie reprend pratiquement les doléances contenues dans le premier signé en 2008. L'Etat s'engage à apurer à la fin du mois de juin le reste des appoints de cent mille francs promis à tous les agents de santé depuis deux ans et pour lesquels 950 personnes ont été oubliées.

Dans leur préavis, les syndicats avaient également exigé le versement d'un montant de cent quatre vingt mille francs (180 000 F CFA) à tous leurs membres pour le compte de l'année 2009, comme prévu dans le premier accord. A ce sujet le nouveau les deux parties ont convenu d'un mécanisme financier permettant de payer à chaque agent un montant de 158 400 F CFA au lieu de la valeur initiale. Cette fois-ci, aucun délai n'est mentionné.

L'une des plus importantes revendications concerne l'élaboration d'un statut particulier au personnel hospitalier. Une commission avait été mise en place pour son étude, mais ne fonctionnait pas en réalité. Au terme des discussions, il a été retenu que la commission reprenne ses travaux. Elle a trois mois pour rendre son rapport.

La revendication relative à l'installation de la connexion Internet dans les trois Centres hospitaliers Universitaires du pays a, elle aussi, trouvé de solution. Le gouvernement a promis apporter le web sur les CHU au web dans un délai de deux mois.

Si les syndicats se frottent les mains d'avoir poussé le gouvernement de nouveau le gouvernement à une table de discussion et d'avoir obtenu des promesses, le président du collectif, Prof David Dosseh, avoue avoir des appréhensions. « Vu la manière dont les discussions se sont déroulées, sincèrement je suis inquiet et j'ai peur qu'ils nous aient placé pièges », a-t-il déclaré à AfriSCOOP avant de menacer que « mais s'ils (ndlr : le gouvernement) s'amuse à nous tromper, nous retournerons en grève ».

AFRISCOOP.COM Social Soulèvement populaire Togo les syndicats annoncent des jours plus sombres



Barricades de pneus dans une rue de Lomé

Vendredi 25 juin 2010 par [Maxime DOMEGNI](#), © [AfriSCOOP](#) ([AfriSCOOP Lomé](#)) — Quatre jours après le déclenchement du soulèvement populaire suite à l'augmentation des prix des produits pétroliers, l'atmosphère est toujours tendue au Togo. Dans les rues, seuls quelques taxis quelques circulent. Et, la deuxième sortie médiatique du nouveau ministre du Commerce, pour expliquer la « nouvelle doctrine » du gouvernement n'a rien changé à la situation. Les syndicats annoncent des jours plus sombres.

Jusqu'ici la grève n'a été qu'un mouvement social spontané, sans tête. Mais au fil des jours, partis politiques, organisations de défense des droits de l'Homme et syndicats s'y mêlent. Des partis comme l'Union des forces de changement, Ufc et le Comité d'action pour le renouveau, Car, ont condamné « avec la dernière rigueur l'usage des militaires et des bérets rouges (corps d'élite de l'armée) pour réprimer les manifestations ».

Jeudi, plusieurs syndicats sont montés au créneau. Ils avertissent de rentrer également en débrayage si le gouvernement ne revient pas sur sa décision. L'inters-syndicale des travailleurs et l'Association togolaise des consommateurs (Atc) ont formé le même jour, une coalition pour dans ce sens. Elle déclare même avoir remis un préavis aux autorités qui court jusqu'au 2 juillet prochain. Dans la foulée, plusieurs organisations de droits de l'Homme ont dénoncé la répression des éléments des forces de l'ordre. Parmi elle, la Ligue togolaise des droits de l'homme (Ltdh) parle d'« usage excessif, démesuré et disproportionné de la force ».

Mais, le gouvernement ne semble pas vouloir bouger d'un iota. Dans ses interventions à la télévision publique mercredi et devant l'Assemblée nationale jeudi, le ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur privé, Kokou Gozan est intransigeant. Il reconnaît en revanche que ce qu'il qualifie lui-même de « nouvelle doctrine révolutionnaire » est une « une décision douloureuse ». Et, l'avenir ne s'annonce pas rose au Togo. Selon l'Atc, après la révision des prix du carburant, le gouvernement s'apprêterait à revoir également les prix du ciment, de l'électricité et des produits de la brasserie.

letogolais.com Vie Chère Hausse de prix Plateforme de l'intersyndicale de travailleurs du Togo et de l'ATC

ISTT (UGSL, CNNT, CSTT et CGCT) et de l'ATC

Le gouvernement a décidé d'une manière unilatérale, le vendredi 18 juin 2010, de l'augmentation des prix des produits pétroliers allant jusqu'à 75F sur le litre à la pompe. Ceci a entraîné immédiatement la hausse des prix des services, des biens et produits de consommation sur le marché.

Cette décision, parmi tant d'autres, vient aggraver encore la situation des travailleurs et de la population déjà affectée depuis plusieurs années par les effets pervers des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) et des conséquences des crises sociopolitiques, de la crise économique, de la grève générale illimitée et de la dévaluation du franc CFA, etc.

Considérant que, depuis plusieurs décennies, les travailleurs et la population togolaise ont consenti d'énormes sacrifices ;

Considérant qu'en économie, la logique demande à ce que les revenus (salaires, pensions, bourses, allocations familiales) soient indexés périodiquement par les gouvernements par rapport au coût de la vie ;

Considérant qu'au cours de la rencontre de ce jeudi 24 juin 2010, la partie gouvernementale, composée du Ministre du Commerce et de la promotion du secteur privé, du Ministre des Transports, du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, a opposé un refus de reconsidérer la décision d'augmentation du prix des produits pétroliers ;

La Plateforme des Organisations des travailleurs et des consommateurs contre la Vie chère au Togo fait la déclaration suivante :

1- Dans un souci d'apaisement suite à la grogne qui prévaut dans le pays à cause de l'augmentation du prix des produits pétroliers au Togo, il est demandé au gouvernement de revenir sur sa décision et d'annuler toutes les dispositions y afférentes.

2- Afin de valoriser la dignité du travailleur et du consommateur togolais et en vue d'amener le gouvernement à adopter une nouvelle grille salariale et de pension, un préavis de grève sera lancé à partir du vendredi 25 juin 2010 pour une grève de 24 heures prévue pour le vendredi 2 juillet 2010 sur toute l'étendue du territoire national. Que tout le monde reste chez lui.

3- Que les travailleurs, les consommateurs/usagers et la population restent solidaires en ces périodes de crise pour faire valoir leurs droits

Fait à Lomé, le 24 juin 2010